

**RÉUNION DU CONSEIL
DES MINISTRES**

**L'enseignement
supérieur, l'industrie
et l'agriculture
à l'ordre du jour**

P. 3

ALGÉRIE - ITALIE

**Le président de
la République reçoit
un appel téléphonique de
la présidente du Conseil
des ministres italien**

P. 24

**"DIALOGUES SUR LA PROSPÉRITÉ
DE L'AFRIQUE"**

**Représentant du président
de la République,
M. Boughali participe
au Ghana à la 2^e édition**

P. 24

PALESTINE

L'Algérie prend connaissance avec intérêt du prononcé de la CIJ sur la requête de l'Afrique de Sud contre le génocide à Ghaza (MAE)



L'Algérie a pris connaissance avec intérêt du prononcé de la Cour Internationale de Justice (CIJ) quant à la requête déposée par l'Afrique de Sud contre le génocide commis par l'entité sioniste à Ghaza, ce qui témoigne de la justesse de l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, premier Chef d'Etat à appeler à une saisine massive des instances juridictionnelles

internationales, indique vendredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "L'Algérie a pris connaissance avec intérêt du prononcé de la Cour internationale de Justice à propos de la requête déposée par l'Afrique de Sud en relation avec la commission d'un crime de génocide à Ghaza", précise le communiqué, relevant que "cette décision porte

témoignage de la justesse de l'initiative du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a été le tout premier Chef d'Etat à appeler à une saisine massive des instances juridictionnelles internationales de la multiplicité des crimes réprimés par le Droit international humanitaire perpétrés par les forces d'occupation israéliennes à Ghaza".

P. 24

FINANCES

**Les crédits immobiliers
de la finance islamique
auront les mêmes avantages
que les financements
classiques (ministre)**

P. 6

BOURSE D'ALGER

**La vente des actions du CPA
concerne les clients et
les entreprises algériennes
qui opèrent exclusivement
sur le territoire national (DG)**

P. 6

TRAVAIL

**Les organisations syndicales
appelées à récupérer
les identifiants d'accès
à la plateforme numérique
"Tamthiliya"**

P. 4

SANTÉ

**BISPHÉNOL A
Conseils
pour réduire
les risques**

Pp 12-13

F O O T B A L L

LIGUE 1 MOBILIS (15^E)

**Le MCA
dans l'étoffe
d'un champion,
le PAC nouveau
Dauphin**

P. 22



UNESCO

**Forum mondial
sur l'éthique
de l'intelligence
artificielle
en février**

P. 17

**STATION
CLIMATIQUE
DE TALA GULEF
(TIZI-OUZOU)**

**Réouverture
de l'hôtel
El Arz**

P. 2

ALGER

Le moudjahid Kanoun Salah inhumé au cimetière de Bouchaoui



Le moudjahid Kanoun Salah a été inhumé, vendredi après-midi, au cimetière de Bouchaoui (Alger), en présence des membres de sa famille et de la famille révolutionnaire. En cette pénible épreuve, le ministre des Moudjahidine et des ayants-droit, M. Laid Rebega présente ses sincères condoléances et l'expression de sa profonde compassion à la famille du défunt et à ses compagnons d'arme, priant Allah, Tout-Puissant, de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et de prêter patience et réconfort à ses proches.

STATION CLIMATIQUE DE TALA GUILFEL (TIZI-OUZOU)

Réouverture de l'hôtel El Arz



L'hôtel El Arz, un des établissements composant la station climatique de Tala Guilfel, dans la commune de Boghni, au sud-ouest de Tizi-Ouzou, fermé depuis 1995, a été inauguré et rouvert, jeudi, par le ministre du Tourisme et de l'artisanat, Mokhtar Didouche. La réouverture de cet établissement hôtelier de montagne, sacqué par des terroristes en 1995, rappelle-t-on, «permettra de booster le tourisme de montagne» dans cette région montagneuse, autrefois très prisée par les touristes nationaux et internationaux, qui s'y rendaient pour la fraîcheur de la cédraie environnante en été, et ses pistes de ski en hiver», a indiqué le ministre.

Cet établissement hôtelier, une des structures composant la station climatique de Tala Guilfel, est d'une capacité d'accueil de 220 lits, «a bénéficié de travaux de réhabilitation et de modernisation selon les normes internationales en vigueur», a expliqué le ministre. Son entrée en exploitation prévue pour «bientôt», permettra de créer plus de 100 postes d'emplois, a-t-il dit.

ACCIDENTS DUS AUX FUITES DE GAZ 5 décès en une semaine (Protection civile)



Cinq (5) personnes ont perdu la vie, la semaine en cours, dans des accidents dus à des fuites de monoxyde de carbone, portant ainsi le bilan à 77 décès depuis le début du mois d'octobre dernier, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la Protection civile.

Dans la période allant du 18 au 24 janvier, cinq (5) personnes ont perdu la vie et 73 autres ont souffert d'une intoxication au monoxyde de carbone, portant ainsi le bilan à 77 décès depuis le début du mois d'octobre dernier, a déclaré à l'APS le chargé de Communication à la Direction générale de la Protection civile (DGPC), le Lieutenant Youcef Abdat. A cet effet, les services de la Protection civile poursuivent leurs campagnes de sensibilisation, à travers tout le territoire national pour donner les conseils et les orientations nécessaires aux citoyens contre «le tueur silencieux», et leur inculquer la culture préventive, en les sensibilisant à l'importance de suivre les règles de protection et de respect des normes de sécurité pour éviter les dangers liés à ce type d'accidents.

GHARDAIA

Saisie de psychotropes



Pas moins de 1200 capsules de psychotropes ont été saisies récemment et trois individus impliqués dans ce trafic ont été interpellés lors d'une opération effectuée par les éléments de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) relevant de la sûreté de Ghardaïa, a indiqué vendredi un communiqué de ce corps sécuritaire. «Agissant sur la base d'informations, cette opération a permis de localiser et d'interpeller les trois individus impliqués dans ce trafic et la saisie de 1200 capsules de psychotropes dissimulées dans un sac destinées à la commercialisation», selon la même source. Les trois mis en cause âgés entre 30 et 36 ans ont été présentés devant le parquet de Ghardaïa, après instruction d'une procédure judiciaire à leur encontre pour trafic et détention de psychotropes à des fins de commercialisation, introduction illégale en contrebande de produits pharmaceutiques sans aucune autorisation de mise sur le marché (AMM) délivrée par les services compétentes, a-t-on conclu.

OUARGLA

Sensibilisation sur l'hygiène en direction des commerçants



Une campagne de sensibilisation sur l'hygiène a été lancée récemment en direction des commerçants de la ville d'Ouargla à l'initiative de la direction locale du Commerce et de la promotion des exportations, a-t-on constaté. Menée avec le concours des associations de protection du consommateur, de l'Union des commerçants et artisans algériens, cette action a été lancée depuis le grand boulevard Che-Guevara au centre-ville d'Ouargla aux intenses activités commerciales, restaurant, locaux commerciaux, entre autres, a indiqué le directeur du secteur, Laid Rouable. Placée sous le signe «Pour une ville propre et saine», cette campagne s'assigne comme objectifs d'éveiller la conscience des marchands sur le nécessaire respect de la décision de wilaya portant respect des horaires de collecte et relevage des déchets par souci de préserver l'hygiène de l'environnement et protéger la santé publique. M. Rouable a fait part, dans ce cadre de la prise d'une série de procédures dissuasives contre les contrevenants, allant même jusqu'aux poursuites judiciaires.

TEBESSA

Travaux d'aménagement urbain de trois quartiers de la ville de Tébessa



Une enveloppe financière de 108 millions DA a été octroyée aux travaux d'aménagement urbain de trois quartiers de la ville de Tébessa, ont indiqué les services de la wilaya. Ces travaux retenus pour les quartiers El Mizeb 1, 2 et 3 de la ville de Tébessa concerneront les réseaux d'assainissement, d'approvisionnement en eau potable, de drainage des eaux de pluies et d'éclairage public ainsi que l'aménagement de trottoirs et bordures de routes, selon la même source. Entamées au début de l'année en cours, ces actions dont le délai d'exécution est de neuf mois permettront d'améliorer les conditions de vie des habitants de ces quartiers qui ont connu une grande multiplication des constructions, a-t-on fait savoir.

MALAISIE

Un mort et 4 disparus dans un glissement de terrain



Un homme a trouvé la mort et quatre autres personnes ont été ensevelies suite à un glissement de terrain qui s'est produit tôt vendredi dans l'Etat malaisien de Pahang (centre), ont rapporté les médias locaux. Les opérations de recherche et de sauvetage sont en cours sur le site de l'incident survenu vers 02h50 heure locale au niveau du district de Cameron Highlands, ont ajouté les mêmes sources. «D'après les informations préliminaires, trois hommes et une femme sont toujours ensevelis dans le glissement de terrain. Leur identité n'a pas encore été déterminée», a déclaré dans un communiqué le directeur adjoint des opérations du Service d'incendie et de secours de Pahang, Ismail Abdul Ghani.

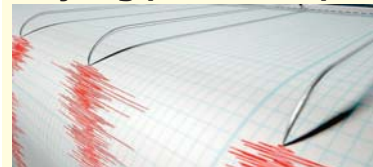
GUATEMALA

Séisme de magnitude 6

Un séisme de magnitude 6 a secoué vendredi soir le sud du Guatemala, ont annoncé les autorités, qui n'ont pas recensé de victimes ou dégâts matériels dans un premier temps. Le tremblement de terre a été enregistré à 23h52 heure locale (05h52 GMT) avec son épiceutre dans l'océan Pacifique, sur la côte de la région d'Escuintla, a indiqué l'Institut national de sismologie dans un bulletin. Le séisme, situé à une profondeur de 48 km, a été ressenti dans le sud du pays, ainsi que dans la ville touristique d'Antigua Guatemala. «Pour l'instant, aucune victime ni aucun dommage n'ont été enregistrés», a déclaré aux journalistes le porte-parole de la protection civile, Rodolfo Garcia.

CHINE

Un séisme de magnitude 5,6 secoue le Xinjiang (nord-ouest)



Un séisme de magnitude 5,6 a secoué vendredi à 04h01 (heure de Pékin) le district de Wushi, dans la préfecture autonome d'Aksu située dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang (nord-ouest de la Chine), selon le Centre du réseau sismique de Chine (CENC). L'épicentre a été localisé à 41,29 degrés de latitude nord et à 78,83 degrés de longitude est, avec une profondeur de 18 kilomètres, a annoncé le CENC.

ALLEMAGNE

La police arrête un homme après une prise d'otage

La police allemande a annoncé vendredi avoir arrêté un homme alors qu'il tentait de s'enfuir avec un otage d'un magasin du centre-ville d'Ulm dans le sud-ouest du pays. «A 20h20 (19h20 GMT), l'agresseur, armé, a quitté le bâtiment avec un otage avant de prendre la fuite», a indiqué la police d'Ulm dans un communiqué. La police a tiré des coups de feu et a appréhendé le suspect, ont indiqué les autorités, soulignant que l'otage était indemne. La prise d'otage a commencé vers 18h45, a ajouté la police, précisant qu'un cordon de sécurité avait été établi autour de la place et du principal monument de la ville, l'église de la cathédrale d'Ulm ayant ensuite été fermée. L'aéroport de Hambourg avait été fermé l'année dernière à cause d'un homme qui retenait sa fille de quatre ans et qui s'était barricadé dans sa voiture sur le tarmac.

APS

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES L'enseignement supérieur, l'industrie et l'agriculture à l'ordre du jour

"Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés sur les statuts et régimes indemnitaires dans le secteur de l'enseignement supérieur, le suivi de l'état d'avancement du projet de trituration de graines oléagineuses (Kotama) à Jijel, et le déroulement de la campagne Labours-semailles pour la saison 2023-2024.



Après l'ouverture de la réunion par Monsieur le président de la République et la présentation de l'ordre du jour et de l'activité gouvernementale pour les deux dernières semaines, et suite aux interventions de Messieurs les ministres, Monsieur le président de la République a donné les instructions et directives suivantes:

Premièrement:

- Le Conseil des ministres a approuvé l'exposé du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique sur les statuts et régimes indemnitaires des fonctionnaires appartenant aux corps particuliers de ce secteur.

Deuxièmement:

Concernant l'exposé présenté par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique sur le taux d'avancement du projet de trituration de graines oléagineuses (Kotama) à Jijel:

- Le président de la République a affirmé que ce projet pour lequel l'Etat a consenti de grands efforts, entrera en phase de production effective en juin prochain, ce qui constituera une plus-value

importante pour les capacités de production nationale et l'approvisionnement du marché en huile.

- Monsieur le Président a donné des instructions à l'effet de coordonner entre tous les secteurs gouvernementaux et élaborer une vision cohérente pour l'exploitation des résidus des graines oléagineuses dans la production de fourrage, en accordant la priorité à l'Office national des aliments de bétail (ONAB) et aux coopératives privées dans la wilaya de Jijel.

- Mise en place de fermes pilotes pour la culture des graines oléagineuses, afin de contrôler l'ensemble de la chaîne de production, de la ferme au consommateur, dans le cadre de la stratégie de sécurité alimentaire.

Concernant le volet agricole dudit projet, le Président de la République a ordonné au ministre en charge du secteur de:

- Elaborer une nouvelle vision sur les fermes pilotes qui soit en droite ligne de l'orientation du pays vers la modernisation, visant à créer une intégration et une complémentarité entre l'Agriculture, l'Industrie et l'ensemble des secteurs du Gouvernement.

- Toutes ces procédures vont dans le sens de la garantie de la sécurité alimentaire en s'appuyant sur les capacités nationales, en vue de réduire l'importation et limiter le recours abusif aux devises.

Troisièmement:

Concernant l'exposé du ministre de l'Agriculture sur le suivi du déroulement de la campagne Labours-semailles pour la saison 2023-2024:

- Le président de la République a mis l'accent sur l'impératif d'accompagner les professionnels du secteur agricole, à travers l'introduction de techniques de pointe et le changement des mentalités, à même de générer de la richesse dans ce domaine stratégique sur lequel mise l'Etat dans le cadre du développement de l'économie nationale.

- Nécessité de revoir à la hausse le rendement de la production des céréales par hectare, d'encourager les agriculteurs à travers la valorisation des avantages octroyés par l'Etat et de généraliser l'usage des moyens scientifiques.

- Encourager l'investissement agricole dans le Sud, où toutes les conditions et potentialités

nécessaires sont réunies, tout en accélérant la régularisation des cas en suspens depuis des années, au titre du dossier de mise en valeur des terres, en délivrant aux bénéficiaires des actes de propriété, conformément à la législation sur la mise en valeur des terres.

Orientations générales :

- Monsieur le Président a salué les efforts consentis par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, dans le cadre de la conjugaison de leurs efforts en termes de haute coordination entre les deux secteurs et pour la dynamique économique créée.

Enfin, le Conseil des ministres a approuvé un marché de gré à gré pour l'expansion du port d'Annaba et la réalisation d'une voie ferrée au quai minéralier, eu égard au caractère urgent du projet. Au terme de la réunion, le Conseil des ministres a approuvé des décrets portant nominations dans des postes supérieurs de l'Etat".

3ÈME SALON INTERNATIONAL DU BÂTIMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT Exploiter les talents nationaux pour une nouvelle vision de la ville (Participants)



Les participants au 3ème Salon international du bâtiment et de l'aménagement, "Batimex" ont souligné, jeudi à Annaba, la nécessité "d'exploiter les talents algériens en matière d'architecture, ainsi que l'héritage culturel pour une nouvelle vision de la ville algérienne, alliant modernité, respect de l'environnement et préservation de l'identité culturelle".

Au cours des séances scientifiques organisées dans le cadre de ce salon, l'accent a été mis sur "le rôle de la technologie et de la transformation numérique pour mettre en lumière les compétences et le génie des architectes afin de concevoir des projets mêlant la dimension artistique du patrimoine, l'équilibre culturel de la société et les exigences de la vie moderne pour parvenir à une ville moderne et harmonieuse".

L'architecte Chafik Gasmî, propriétaire de "Chafik Studio" pour l'architecture et le design à Paris (France), a souligné que la ville algérienne est riche au plan architectural, ce qui permet d'aménager une agglomération moderne, harmonieuse, préservant sa personnalité et son identité.

Le fondateur de "Chafik Studio", réputé pour ses réalisations innovantes, intemporelles et épurées, a ajouté que les "données topographiques, les espaces exploités et vacants, la dimension culturelle et civilisationnelle de la société algérienne, respectueuse de ses traditions, ainsi que les schémas de construction et le potentiel naturel riche et diversifié de l'Algérie, représentent des données précieuses que les architectes doivent exploiter pour remédier aux insuffisances et réinventer la ville pour qu'elle préserve sa référence et demeure en phase avec son temps".

Pour sa part, l'expert en architecture, Akli Amrouche a évoqué "l'évolution de la qualité des matériaux de construction algériens", soulignant "l'importance d'exploiter les technologies numériques et les matériaux de construction innovants pour maîtriser les coûts de réalisation dans le secteur de la construction".

Il a également estimé que l'innovation dans le domaine de la construction et du développement n'est pas seulement basée sur les technologies modernes et les matériaux de construction, mais nécessite également, a-t-il souligné, "une contribution positive des citoyens afin d'améliorer le cadre de vie".

Le Salon Batimex, dont la nouvelle édition est organisé sous le slogan "inventer des solutions pour un bâtiment plus durable" est marquée par la participation de 80 exposants représentant d'entreprises du secteur du bâtiment et de l'aménagement, de bureaux d'études et d'unités spécialisées dans la production de matériaux de construction, d'Algérie, de Turquie, de Chine et de Syrie.

Ce salon de 5 jours est organisé par Eleven Event à l'Hôtel Sheraton d'Annaba en coopération avec l'Ordre national des architectes.

SOLIDARITÉ NATIONALE

Krikou met en exergue les mesures de prise en charge des catégories démunies

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou a mis en exergue, jeudi à Alger, les mesures prises par son secteur pour prendre en charge les catégories démunies, à l'instar des bénéficiaires du dispositif de l'allocation forfaitaire de solidarité.

Lors d'une plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, Mme Krikou a affirmé que le secteur de la solidarité nationale "veille, à travers une série de mesures et de dispositifs sociaux pris à cet effet, à prendre en charge les catégories ciblées, à l'instar du dispositif de l'allocation forfaitaire de solidarité".

Dans ce sillage, elle a évoqué l'allocation forfaitaire de solidarité destinée et l'attribution d'une aide sous forme



d'allocation mensuelle, en sus de la couverture sociale au profit des bénéficiaires et de leurs ayants-droit à travers la carte Chifa et ses avantages conformément aux conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La ministre a, également, fait savoir que les textes régissant l'allocation forfaitaire de solidarité ont été enrichis, faisant état de la centralisation de sa gestion au niveau de l'Agence de développement social afin de renforcer les mesures de prise en charge des bénéficiaires de cette allocation.

Afin de faciliter l'accès des bénéficiaires de l'allocation aux services de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), à l'instar de la carte Chifa, Mme Krikou a rappelé certaines mesures prises en vertu

TRAVAIL

Intégration de plus de 320.000 bénéficiaires du DAIP dans les entreprises et les administrations publiques (ministre)

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb a fait état, jeudi à Alger, de l'intégration, à fin décembre dernier, de plus de 320.000 bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) dans les entreprises et les administrations publiques, à des postes d'emploi permanents.

A une question d'un député à l'Assemblée populaire nationale (APN) lors d'une plénière consacrée aux questions orales, M. Bentaleb a précisé que 324.506 bénéficiaires du DAIP ont été intégrés, jusqu'au 31 décembre dernier, dans les entreprises et les administrations publiques à des postes d'emploi permanents.

Cette intégration, affirme le ministre, "s'inscrit dans le cadre de la feuille de route tracée par les pouvoirs publics pour la mise en œuvre des engagements du président de la République visant à mettre fin à la fragilité des dispositifs de promotion de l'emploi rémunéré pour améliorer le niveau de vie des concernés, notamment

les jeunes diplômés bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et à l'insertion sociale (DAIS)".

Concernant l'insertion de la deuxième et de la troisième vagues avec effet rétroactif, le ministre a souligné que les modalités d'application des dispositions du décret exécutif 336-19, notamment son article 1 ont été clarifiées en vertu d'une ordonnance interministérielle entre les ministres de l'Emploi et des Finances ainsi que la fonction publique stipulant que "l'insertion se fait sur trois étapes suivant l'ancienneté acquise dans les dispositifs durant trois (03) ans.

Répondant à une question sur



l'objectif derrière la convocation des personnes ayant un handicap permanent pour le contrôle médical, le ministre a souligné que

"les dispositions du décret exécutif 171-05 du 7 mai 2005 définissant les conditions du contrôle médicales des assurés sociaux exigent

la présence physique de l'assuré dans certains cas afin de l'examiner ou présenter un document médical pour s'assurer de la conformité de son état de santé avec les avantages de la sécurité sociale dont la prise en charge nécessite un contrôle médical".

Pour bénéficier de certains avantages à l'image des primes et indemnités d'accident de travail, maladies professionnelles ou invalidité nécessite, selon M. Bentaleb, il faut faire "une consultation médicale". La CNAS avait entamé des procédures dans l'optique d'alléger les mesures afin d'éviter la convocation systématique des assurés sociaux et des ayants-droit, a expliqué M. Bentaleb.

Les organisations syndicales appelées à récupérer les identifiants d'accès à la plateforme numérique "Tamthiliya" (ministère du Travail)

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale a invité, jeudi dans un communiqué, l'ensemble des organisations syndicales enregistrées à se rapprocher de ses services pour récupérer les identifiants d'accès à la plateforme numérique "Tamthiliya" dédiée à l'appréciation des éléments de leur représentativité syndicale. "Dans le cadre de l'application des dispositions de loi N 23-02 du 25 avril 2023 relative à l'exercice du droit syndical, ainsi que les dispositions du décret exécutif N 23-359 du 17 avril 2023 fixant les modalités d'appréciation de la représen-

tativité des organisations syndicales et le contenu des indicateurs statistiques relatifs à leurs adhérents, notamment les dispositions de l'article 5, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale porte à la connaissance de l'ensemble des organisations syndicales enregistrées le lancement de la nouvelle version de la plateforme numérique "Tamthiliya" dédiée à l'appréciation des éléments de leur représentativité syndicale". A cet effet, le ministère invite les organisations syndicales enregistrées à se rapprocher de ces services, sis à 44 rue Mohamed Belouizdad,

pour récupérer les identifiants d'accès à la plateforme numérique, à savoir, le nom d'utilisateur et le mot de passe, et ce, le dimanche 28 et le lundi 29 janvier 2024. "En cas d'empêchement du président ou du secrétaire général de l'organisation syndicale, il peut déléguer, par écrit, un représentant pour les récupérer, muni du sceau de ladite organisation et d'une carte d'identité nationale", note la même source. Le ministère rappelle aux organisations syndicales qu'elles sont tenues d'introduire les informations relatives à leurs adhérents sur la même plateforme à

partir du 1er février 2024", sachant qu'elles pourront accéder à la plateforme numérique via le lien <https://tamthiliya.mtss.gov.dz/>. Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale rappelle que les organisations syndicales "qui ne fournissent pas les éléments d'appréciation de leur représentativité dans le délai imparti soit trois mois à compter du 1er février 2024, seront considérées comme non représentatives, et ce, conformément aux dispositions de l'article 160 de la loi N 23-02 et des articles 5 et 6 du décret exécutif N 23-359 susmentionnés".

HYDRAULIQUE

Campagne de dévasement des barrages 2020-2025: Plus de 30 millions m3 de vase seront enlevés (ministre)

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a annoncé, jeudi à Alger, que la campagne de dévasement des barrages, lancée en 2020 et qui se poursuivra jusqu'en 2025, visait à enlever plus de 30 millions de m3 de vase, ce qui permettra d'assainir ces barrages et d'en augmenter la capacité de stockage. Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Moundir Bouden, vice-président de l'Assemblée, le ministre a précisé que la campagne de dévasement des barrages 2020-2025, concernait plusieurs wilayas. "Au terme de la campagne, 30 millions de m3 de vase auront été enlevés, ce qui permettrait d'augmenter la capacité de stockage de ces barrages", a-t-il dit. Répondant à la question du député Zairi Hassan (Indépendants), relative à l'entretien des barrages, M. Derbal a fait savoir que la gestion des barrages à travers leur assainissement permettait d'en augmenter la capacité à fournir l'eau potable et l'eau d'irrigation agricole, ajoutant que l'opération se poursuivra dans le cadre du programme du secteur qui vise à enlever la plus grande quantité de vase au niveau des barrages. Parallèlement à cela, le ministre a rappelé les campagnes périodiques de reboisement menées par ses services aux abords des barrages pour limiter le phénomène du glissement de terrains, comme principale cause de dépôt de terre au fond des barrages.

Dans sa réponse à la question du député Fatima Rebai (Front El-Moustakbel), relative à la possibilité de raccorder les communes situées



dans le nord-ouest de la wilaya de Batna, au nombre de 13, au réseau du Barrage de Beni Haroun (à Mila), le ministre a fait savoir que cela nécessitait l'élaboration d'une étude technique approfondie, quant aux quantités d'eaux additionnelles à transférer, ainsi que la disposition des équipements et des structures actuelles du réseau. Répondant à la question du député du MSP, Houdaifa Zaghouane relative au projet de transfert des eaux du barrage de Tabellout vers celui de Draa Diss, le ministre a souligné que les travaux de l'ensemble de ces installations ont été parachevés, en attendant leur mise en service dès le réglage des équipements mécaniques et électromécaniques, assuré par l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT). A une question du même député concernant l'approvisionnement des communes de la wilaya de Sétif en eau potable à partir du barrage de Draa Diss, le ministre a indiqué que le secteur a enregistré une opération qui prévoit la réalisation d'un projet à cet effet, à travers les aqueducs et les stations de pompage, soulignant

que l'opération était en phase de lancement de l'appel d'offres pour le lancer le projet durant le deuxième semestre de 2024 afin d'assurer sa livraison de manière progressive et en faire bénéficier les communes concernées.

En réponse à la question du député du FLN, Djamel Koreich sur les stations d'épuration des eaux usées dans les communes de Tadjenanet et de Teleghma, le ministre a fait savoir que son secteur avait élaboré une étude relative à ces stations en 2019 et était soucieux d'œuvrer en coordination avec les services concernés afin d'inscrire les projets de réalisation de ces deux stations dans différents programmes de développement à l'avenir, au vu de leur importance pour les habitants. Le ministre a, par là même, cité les projets que son secteur s'attellait à réaliser, relatifs à la réutilisation des eaux épurées dans les domaines agricole et industriel, et ce, en application des instructions du président de la République portant impératif d'atteindre une réutilisation annuelle de 60% des eaux épurées dans ces deux domaines.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE

Rencontre nationale sur les enjeux de la jeunesse et de la société civile dans la transition numérique fin janvier à Tamanrasset

L'Observatoire national de la société civile (ONSC), et le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) organiseront, fin janvier dans la wilaya de Tamanrasset, la première Rencontre sur les enjeux de la jeunesse et de la société civile dans la transition numérique, sous le slogan "des méthodes innovantes...pour une nouvelle réalité", a indiqué, jeudi, un communiqué des deux organes. Cette initiative qui intervient en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'accélération du processus de numérisation, constitue la première opération du plan d'action conjoint pour 2024, sur la contribution à la transition numérique nationale et le renforcement de la citoyenneté numérique pour le développement, selon la même source. Cette rencontre verra la participation de différents secteurs, d'instances de la société civile, de jeunes et d'entreprises économiques en lien avec la transition numérique, outre le lancement de la première session de formation au profit de formateurs, les 29 et 30 janvier. Cette opération vise à "renforcer la contribution active à la réalisation de la transition numérique nationale et au renforcement de la citoyenneté numérique pour le développement, à travers un ensemble d'indicateurs incluant la promotion des capacités des acteurs de la société civile et de la jeunesse à proposer des mécanismes, des projets et des initiatives pour la transition numérique, et de s'enquérir des dangers liés aux transitions technologiques". Elle vise également à "promouvoir le savoir-faire et les pratiques individuelles et collectives, en vue de concrétiser une citoyenneté active, ainsi que les mécanismes de facilitation au quotidien des opérations et formalité au profit des citoyens, à travers les efforts de l'Etat visant à renforcer l'épaulement et à faciliter les transactions quotidiennes par la numérisation, en braquant la lumière sur les projets, les initiatives numériques et les opportunités de développement dans les wilayas de l'extrême sud. Les axes de cette rencontre engloberont une séance interactive autour de la contribution des jeunes et de la société civile à la numérisation numérique, en présence de 350 participants, en sus d'une exposition dédiée aux jeunes porteurs de projets et aux associations ayant une expertise en matière de numérisation et aux entreprises économiques dans le secteur numérique, avec la participation de 20 exposants. Evoquant l'importance de la formation de qualité, la rencontre traitera au niveau d'ateliers spécialisés, des thématiques portant essentiellement sur les fondamentaux de la numérisation, l'identité numérique: droits et devoirs, la protection des données personnelles, ainsi que sur la déontologie de l'utilisation des moyens numériques, conclut le communiqué.

MÉDÉA

Arkab reçoit des parlementaires de la wilaya

Le ministre de l'Énergie et des Mines, M. Mohamed Arkab a reçu, jeudi, des membres des deux chambres du Parlement représentant la circonscription électorale de la wilaya de Médéa pour écouter leurs préoccupations concernant le raccordement de certaines régions de la wilaya en énergie, notamment les nouvelles agglomérations et les logements ruraux, selon un communiqué du ministère.

La rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère a regroupé MM. Rebah Mohamed, Salemi Lakhder, Hamidi Youcef, Kebrita Mohamed, Miloudi Rachid, Ibrahim Ismail et Mabrouki Mohamed Lamine des membres des deux chambres du Parlement en sus de cadres du ministère, a précisé le communiqué, ajoutant qu'elle s'inscrit dans le cadre de l'écoute et de la prise en charge de quelques questions et préoccupations évoquées par les parlementaires.

La rencontre a permis de faire le point sur les questions abordées auparavant avec le ministre de l'Énergie, notamment celles liées au raccordement énergétique (gaz et électricité) des nouvelles agglomérations, d'habitats ru-



raux, les zones reculées et les zones agricoles outre le financement des équipes sportives et le dossier de l'emploi à travers les structures du secteur, ajoute la même source.

Il a également été question de la réhabilitation et du transfert de certains réseaux électriques, de la réhabilitation des stations-services de la société Naftal

et de leur équipement en produit Sirghaz, ainsi que de la possibilité de réalisation de nouvelles stations dans la wilaya, notamment tout au long de l'autoroute.

Selon le ministère, le sujet des projets d'investissements miniers dans la wilaya a été au centre des préoccupations des Messieurs les députés, à l'instar du projet d'extraction du

matériau Barytine dans la commune de Berrouaghia. Au terme de cette rencontre, M. Arkab a donné des clarifications sur l'ensemble des préoccupations des députés, faisant part de la prise en compte de toutes les propositions, de leur examen et de leur traitement, notamment en ce qui a trait aux raccordements électriques des citoyens et des exploitations agricoles, dont 112 exploitations ont été raccordées à ce jour dans la wilaya.

Le ministre a également assuré de la poursuite de tous les programmes tracés auparavant en la matière, selon le communiqué qui rappelle que le taux de raccordement à l'électricité au niveau de la wilaya, a atteint un taux de 94%, tandis que le taux de raccordement au gaz naturel a atteint 76%.

AIR ALGÉRIE

Réunion de travail avec les agences de tourisme à Ouargla

Le Directeur général de la compagnie nationale Air Algérie, M. Yacine Benslimane, a tenu une réunion de travail au niveau de la direction régionale de la compagnie, avec les agences de tourisme de Ouargla et de certaines wilayas avoisinantes, afin d'examiner les voies du renforcement de la coopération entre les deux parties, indique vendredi un communiqué de la compagnie. Cette rencontre qui s'est tenue en présence de cadres de la compagnie et du président de l'Union nationale des agences de tourisme, a permis «à toutes les parties d'évoquer les voies à même de renforcer le partenariat et la coopération et de se concerter autour des prévisions et des orientations des agences de tourisme, étant le premier partenaire de la compagnie nationale, ainsi qu'il écoute leurs préoccupations», lit-on dans le communiqué. La réunion «vise à tirer profit des expériences de ces agences, à la lumière des défis auxquels fait face le secteur du transport aérien et de la rude concurrence entre les compagnies aériennes», ajoute le communiqué, soulignant «que ces réunions de travail avec les agences de tourisme permettront de concevoir et de proposer des produits de qualité au profit du client algérien et des touristes dans la région du Sud».

BATNA

Coup d'envoi de la rencontre nationale des commissaires de wilayas des Scouts Musulmans Algériens

Le commandant général des Scouts musulmans algériens (SMA), Abderrahmane Hamzaoui, a donné jeudi après-midi à l'auditorium de l'université Batna-2 le coup d'envoi de la rencontre nationale des commissaires de wilayas des SMA en présence du wali de Batna, Mohamed Benmalek. Dans son allocution d'ouverture de ce regroupement de deux jours, M. Hamzaoui a affirmé que cette rencontre de formation intervient juste après le 13ème congrès tenu juin passé sous l'égide du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et regroupe les commissaires de wilaya élus pour la première fois par leurs propres wilayas.

«La rencontre organisée à Batna pour sa symbolique historique», est, a-t-il ajouté, une opportunité pour donner un nouveau souffle aux scouts musulmans algériens et un espace de concertation sur la contribution de l'organisation face aux divers défis et enjeux et aux attentes de la société et l'Etat algériens.

Le commandant général des SMA a évoqué la dynamique que connaît le pays dans les divers domaines et a insisté sur l'impérative mise en valeur des acquis obtenus, plaidant pour «la consolidation du front intérieur et le renforcement de la cohésion nationale». L'intervenant a également mis en lumière le rôle des SMA dans la relance de l'espoir notamment chez les jeunes, leur protection contre les fléaux sociaux particulièrement les drogues et la formation d'une génération imbibée des valeurs nationales qui servira sa patrie et s'attachera obstinément à sa défense et à la préservation de ses acquis. «Nous espérons voir le nombre d'adhérents aux SMA augmenter de plus de 200.000 adhérents à fin 2023 à 500.000 adhérents à la fin de l'actuel mandat», a déclaré, M. Hamzaoui ajoutant «nous œuvrerons à parvenir à un million de scouts à travers le pays». Le commandant général des SMA a annoncé la tenue la semaine prochaine à Alger du forum national scout de communication intergénérationnelle qui regroupera des chefs scouts de la première génération de diverses régions du pays et des jeunes adhérents du mouvement. La rencontre qui regroupe des commissaires de wilayas des SMA de tout le pays sera clôturée vendredi après-midi.

APS

ORAN

Indénisation de 1.160 céréaliculteurs impactés par la sécheresse (DSA)

Pas moins de 1.160 céréaliculteurs de la wilaya d'Oran, affectés par les effets de la sécheresse l'an dernier, ont bénéficié d'indemnités octroyées sous formes de semences et d'engrais, apprend-on jeudi de la direction des services agricoles (DSA).

A la faveur de cette mesure, les 1.160 professionnels de cette filière agricole, qui exploitent une superficie globale de quelque 18.000 hectares, se sont vus octroyer, à titre gracieux, diverses variétés de semences et des quantités d'engrais, a fait savoir la directrice du secteur, Karima Amrani. La même responsable a indiqué, dans ce contexte, que dans le cadre de la mise en œuvre de ces mesures, le comité technique de la wilaya des calamités naturelles a procédé au recensement des agriculteurs concernés, avant de procéder à leur indemnisation à partir du 6 novembre dernier.

Mme Amrani, qui a présenté samedi dernier lors d'une rencontre avec les agriculteurs et les professionnels du secteur de la wilaya, a indiqué que les mesures décidées en faveur des céréaliculteurs de la région portent également sur le versement des redevances inhérentes aux terres agricoles exploitées dans le cadre de la concession dans un échéancier de 36 mois, de manière que l'agriculteur concerné ne soit pas contraint de s'acquitter d'une avance de 10% du montant global. Par ailleurs, il a été décidé de différer de 3 ans le paiement des crédits Rfag accordés aux agriculteurs, avec en sus la prise en charge par l'Etat des intérêts générés par ces crédits au nombre de 42 pour un montant global de 16 millions de dinars, a-t-on encore fait savoir de même source.

S'agissant de la saison agricole

2023/2024, la DSA l'a qualifiée d'exceptionnelle soulignant, dans cet ordre d'idées, que la sécheresse a affecté la wilaya d'Oran à hauteur de 95%, voire 100% dans certaines zones à vocation céréalière.

Elle a indiqué qu'en dépit de cet aléa climatique, 26.000 sur les 40.000 hectares consacrés annuellement à cette spéculation ont été emblavés, soit 67% de la surface totale, estimant que cela constitue une vraie performance au regard aux aléas climatiques dont le retard des pluies durant cette période dont la quantité n'a pas dépassé 130 millimètres, nonobstant le fait que la superficie des terres irriguées est de 2.068 ha seulement.

A noter que la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) a fourni aux agriculteurs 26.000 quintaux de semences, soit 53 pour cent des objectifs tracés, selon la même source.

TIARET

Valorisation des projets réalisés pour la prise en charge des habitants des zones reculées (ministre)

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire Brahim Merad a salué, jeudi soir dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala (Tiaret), les efforts déployés par les autorités locales pour prendre en charge les besoins des habitants des zones reculées de la wilaya de Tiaret.

Le ministre a indiqué, lors de sa supervision de la mise en service d'un centre de santé et l'inauguration d'un groupe scolaire dans la région de «Rdjel» de la commune de Rechaiga, suite à sa supervision de l'installation officielle du wali délégué de Ksar Chellala, que «ces projets contribueront inévitablement à l'amélioration des conditions de vie de la population, notamment après l'ouverture d'un chemin rural reliant la zone à la com-



mune de Rechaiga, à l'initiative de la commune. M. Merad a souligné l'importance de cet établissement scolaire au profit des enfants de la région, qui leur offre les conditions favorables pour suivre leurs études, notamment le personnel enseignant, le chauffage, la restauration et le transport scolaire.

La région rurale de Rdjel a bénéficié, dans le cadre du Programme de développement des zones reculées, d'un groupe scolaire portant le nom de feu Moud-

jahid Ouazzane Mâamar, comprenant trois salles de classe et des installations complémentaires, qui a été réalisé en cinq mois pour un coût de 62,1 millions de dinars et accueillant 45 élèves. Brahim Merad a également supervisé la mise en service d'un centre de santé dans la même zone, réhabilité par la commune et équipé par la Direction de la Santé, où les services médicaux sont assurés par un médecin généraliste et une infirmière. Le ministre a également entendu une

présentation sur les initiatives locales dans le domaine des travaux publics, que les autorités de la wilaya de Tiaret ont supervisé leur mise en œuvre en mobilisant les équipements et les moyens de la commune, permettant ainsi la réalisation de 150 km de pistes rurales.

Au cours de la même visite, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a supervisé l'inauguration de la polyclinique «Chergui Kaddour» à Ksar Chellala, dont la réalisation a coûté 220,5 millions de dinars dans le cadre du programme sectoriel, en plus de la remise symbolique d'un certain nombre d'actes de propriété aux bénéficiaires de logements dans le cadre de quotas sociaux d'auto-construction, et ce sur 326 actes.

SONELGAZ

M. Adjal examine les voies et moyens de renforcer la coopération avec les partenaires étrangers du groupe

Le président-directeur général (PDG) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal a reçu, jeudi à Alger, le directeur général de la Société "El Sewedy Electric Algeria" et une délégation de la compagnie allemande "Neuman & Esser", avec lesquels il a examiné les voies et moyens de renforcer les partenariats étrangers de Sonelgaz, a indiqué le groupe public dans un communiqué.

Dans le cadre du développement des partenariats étrangers de Sonelgaz et du renforcement de sa position économique à l'échelle internationale et continentale, M. Adjal a reçu le DG de la Société "El Sewedy Electric Algeria", Mostafa Al Halawani, accompagné d'une délégation des responsables de la société.

Tenue au siège de la Direction générale de Sonelgaz, la rencontre a permis de passer en revue les voies et moyens de renforcer le partenariat entre le groupe public et la société "El Sewedy" spécialisée dans la fabrication des équipements électriques.

Dans ce sillage, M. Al Halawani s'est félicité du "haut niveau de coordination et des efforts" consentis ces deux dernières années par les cadres de Sonelgaz, sous la direction de son PDG, M. Mourad Adjal, a précisé le communiqué. Il a salué également l'intérêt accordé par la Sonelgaz à l'augmentation du taux d'intégration, ce qui a permis, poursuit-il, d'ouvrir "de larges perspectives" aux investisseurs locaux et étrangers en Algérie. M. Al Halawani a souligné la volonté du groupe égyptien d'élargir le partenariat avec le groupe Sonelgaz à travers la présentation de nombre de mégaprojets à même de "conforter la place de Sonelgaz tant au plan continental qu'européen".

Pour sa part, M. Adjal s'est dit satisfait du niveau de partenariat avec le groupe "El Sewedy", affirmant que Sonelgaz ouvre ses portes à tous les investisseurs sérieux.

En ce qui concerne les projets proposés par la partie égyptienne, M. Adjal a estimé qu'il "est nécessaire de les présenter et de les examiner" lors de séances de travail spéciales, pour prendre les décisions adéquates à leur sujet, conformément aux exigences du marché algérien et de Sonelgaz.

A cette occasion, le PDG de Sonelgaz a demandé au responsable de la société "El Sewedy Electric Algeria", d'assurer les commandes relatives aux câbles de 220 kilovolts et aux accessoires "dans les meilleurs délais", en vue de permettre aux sociétés du groupe Sonelgaz de mettre en œuvre nombre de ses projets énergétiques, laquelle demande a été approuvée par M. Al Halawani, en soulignant qu'"il veillera personnellement à assurer les produits dans les délais fixés".

Dans une autre réunion, le PDG de Sonelgaz a reçu une délégation de la société Neuman & Esser présidée par le directeur des ventes pour la région Afrique, Jiri Rus. La rencontre qui s'est déroulée en présence de nombre de cadres dirigeants de la société allemande, a permis d'examiner les opportunités de partenariat et d'investissement entre les deux sociétés en matière d'équipements énergétiques, de solutions technologiques et de développement de l'hydrogène.

A cette occasion, M. Adjal s'est félicité de la coopération avec la société allemande, saluant les "relations privilégiées entre les deux pays".

De son côté, la partie allemande a fait part du "grand intérêt" du groupe "Neuman & Esser" pour la coopération avec Sonelgaz, à travers "la mise en œuvre de projets communs solides, notamment à la faveur du climat stable et propice à l'investissement en Algérie". Au terme de cette réunion, une séance de travail tenue entre nombre de cadres dirigeants de Sonelgaz et des membres de la délégation a permis d'examiner les domaines de coopération entre les deux parties.

MOSTAGANEM

Régularisation de 11 nouveaux projets d'investissement

Les services de la wilaya de Mostaganem ont procédé à la régularisation de 11 nouveaux projets d'investissement en suspens, dans divers secteurs d'activité, a indiqué, jeudi, un communiqué de la cellule de communication de la wilaya.

La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a réuni la Commission de wilaya chargée de lever les contraintes administratives à l'origine du blocage des projets d'investissement.

Dans cette optique, des instructions fermes ont été données par le wali concernant les projets totalement achevés, dont les initiateurs se verront accorder le permis d'exploitation définitif, à la faveur de cette mesure, a

précisé la cellule de communication de la wilaya. Dans ce contexte, la Commission de wilaya a examiné, lors de la même réunion, 29 dossiers d'investissement en suspens, mettant l'accent sur les actes d'urbanisme, la nature de l'assiette foncière sur laquelle est implanté le projet et, surtout, si le terrain d'implantation du projet relève ou non du patrimoine agricole, a-t-on indiqué.

La Commission a décidé de délivrer des permis d'exploitation définitif à 11 projets d'investissement et de reporter l'examen de 8 autres projets en suspens, dont la régularisation nécessite des mesures supplémentaires, et a notifié le refus définitif à 5 projets et décidé le transfert des dossiers de 5 autres

FINANCES

Les crédits immobiliers de la finance islamique auront les mêmes avantages que les financements classiques (ministre)

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a fait savoir, jeudi à Alger, qu'un décret exécutif sera bientôt approuvé, lequel permettra d'accorder aux produits de la finance islamique pour le financement de l'achat d'un logement, les mêmes avantages que ceux accordés au niveau des banques traditionnelles.

Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales et présidée par Moundir Bouden, vice-président de cette instance parlementaire, M. Faid a précisé que le texte, présenté au cours de ce mois lors d'une réunion du Gouvernement pour une deuxième lecture, vise à réduire la marge bénéficiaire des crédits immobiliers accordés par les banques et les institutions financières aux bénéficiaires dont les revenus ne dépassent pas un montant déterminé par rapport au salaire national minimum garanti (SNMG).

A une question du député Ali Bensebgag (Indépendants) sur l'adoption d'un impôt unique de 25 % sur toutes les activités économiques, le ministre a affirmé que la volonté du Gouvernement d'élargir la base fiscale en diversifiant les régimes fiscaux applicables à la plupart des contribuables, procède du principe d'égalité et de répartition équitable de la charge fiscale. M. Faid a souligné qu'il n'est pas possible actuellement d'adopter un taux unifié de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS), appliqué avec un taux de 19 % pour le secteur productif et de 23 % pour les travaux publics et le bâtiment, car constituant "une injustice envers ces deux secteurs", a-t-il dit.

Toujours dans le cadre de la politique d'élargissement de la base fiscale, le ministre a entamé, à travers la Direction générale des impôts (DGI), la concrétisation de réformes concernant la taxe foncière, l'assujettissement des activités exercées sous le régime de l'auto-entrepreneur à l'impôt forfaitaire unique



(IFU) de 5 %, avant d'être revu à la baisse à 0,5 %, ainsi que l'activation de l'application de l'impôt sur la fortune (IFS), après les difficultés rencontrées dans son application". Abordant le programme de modernisation et de numérisation concrétisé au niveau du secteur des Finances, le ministre a affirmé que le projet "atteindra les résultats escomptés, durant le 1^{er} semestre de l'année en cours", soulignant dans sa réponse à une question du député Mohamed Menouar Bencherif (Front El Moustakbal), que les efforts focalisent sur les deux projets du plan stratégique informatique et du centre des données du ministère des Finances, inauguré il y a un mois et qui abrite et sécurise tous les systèmes infor-

matiques des différents services du ministère. A une autre question du député Abderrahmane Salhi (Front El Moustakbal), autour de l'extension du tramway d'Ouargla (3 km), M. Faid a indiqué que les prérogatives de levée de gel sur les projets relèvent des ministères concernés qui se doivent de formuler une demande au Premier ministre qui, à son tour, demande au ministère des Finances, l'examen de la possibilité de financer le projet.

Le Premier argentier du pays a tenu à rappeler dans ce sens, que le ministère des Finances affecte les enveloppes financières aux différents projets dans le pays", "dans les limites autorisées par la loi de finances".

BOURSE D'ALGER

La vente des actions du CPA concerne les clients et les entreprises algériennes qui opèrent exclusivement sur le territoire national (DG)

Le directeur général du Crédit Populaire d'Algérie (CPA), Ali Kadri, a affirmé jeudi soir à Annaba que la vente des actions de cet établissement bancaire dans le cadre de l'ouverture de son capital en vue de son introduction à la Bourse d'Alger "concerne les citoyens résidents et les entreprises algériennes qui opèrent exclusivement sur le territoire national". Supervisant une rencontre d'information régionale sur l'ouverture du capital de la banque en vue de son introduction à la Bourse d'Alger, le même responsable a précisé que cette opération "permettra aux opérateurs économiques et à travers eux

les investisseurs à contribuer à la concrétisation de la gouvernance financière et la promotion du rendement de l'établissement bancaire".

Il sera procédé dans ce cadre, a ajouté M. Kadri à la réservation de 30 % du capital du CPA aux opérateurs économiques (au moins 1.000 actions pour l'investisseur ou entreprise algérienne établis à l'intérieur du territoire national désirant s'intégrer dans le processus de performance financière).

Le CPA vise, à travers la série de rencontres organisées en prévision du lancement de l'opération d'ouverture de son capital prévue le 30 janvier courant et qui

devront se poursuivre jusqu'au 28 février prochain, à sensibiliser les opérateurs économiques ainsi que les clients de la banque sur l'importance économique de cette opération portant avec elle des impacts positifs pour l'entreprise économique propriétaire des actions, a précisé de sa part, Boualam Ben Kraouche, chef de département de gestion des valeurs transférées auprès du CPA.

Les participants à cette rencontre à laquelle ont pris part des cadres du CPA et des opérateurs économiques des wilayas d'Annaba, de Tébessa, de Guelma, de Skikda, d'El Tarf et de Souk-Ahras ont assisté à un exposé sur la

façon d'acheter et de négocier des actions et les avantages qui découlent du processus, et ce au profit de l'établissement bancaire et de ses clients.

Dans son intervention, le wali d'Annaba Abdelkader Djelaoui a mis en avant l'importance de l'ouverture du capital du CPA pour le développement du système bancaire algérien et l'importance de l'intégration des investisseurs dans cette opération en vue de concrétiser ses objectifs économiques et contribuer à la promotion du système financier national et la relance également du dynamisme de l'investissement dans la région.

des dossiers d'investissement. Il les a également exhortés à informer les investisseurs de tout ce qui concerne leurs dossiers, ainsi qu'à les accompagner dans leurs démarches, dans une approche devant améliorer le climat des affaires et l'environnement de l'investissement, a souligné le communiqué de la wilaya.

Pour rappel, les services de la wilaya de Mostaganem avaient, en décembre dernier, délivré des autorisations d'exploitation définitive à 34 projets en suspens, répartis sur plusieurs secteurs d'activité, après avoir bénéficié des mesures exceptionnelles visant à relancer la dynamique de développement local et national.

PÉTROLE

Le Brent au plus haut depuis début décembre

Les cours du pétrole se sont tendus en fin de séance vendredi et ont fini en hausse après l'attaque d'un tanker britannique en mer rouge.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars s'est élevé de 1,35%, à 83,55 dollars, au plus haut depuis début décembre en clôture.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain de même échéance a lui pris 0,84%, à 78,01 dollars, une première en clôture depuis deux mois et demi.

La séance avait démarré dans le rouge, l'or noir plongeant sous des prises de bénéfices après la remontée des derniers jours. Le WTI a ainsi cédé jusqu'à 1,68%, avant que la tendance ne s'inverse.



MARCHÉS BOURSIERS

Wall Street : Clôture mitigée, les actions restent positives sur la semaine

La Bourse de New York a terminé en ordre dispersé vendredi, digérant à la fois des perspectives décevantes dans le secteur des semi-conducteurs et des nouvelles positives de l'inflation avant une semaine cruciale avec la réunion de la Fed.

L'indice Dow Jones a gagné 0,16% à 38.109,43 points, le

Nasdaq, à dominante technologique cédé 0,36% à 15.455,36 points et le S&P 500 -0,07% à 4.890,97 points.

En dépit de ce modeste ralentissement, Wall Street a conclu sur un gain hebdomadaire grâce aux records empirés ces dernières séances.

L'indice élargi S&P 500, le plus représentatif du marché,

a ainsi gagné presque 0,80% sur la semaine.

Peu avant l'ouverture de la séance, le département du Commerce a publié les chiffres de l'inflation aux Etats-Unis, mesurée par l'indice PCE, l'outil favori de la Réserve fédérale (Fed) pour jauger l'évolution des prix.

La hausse des prix est res-

tée à 2,6% en décembre sur un an. Sur un mois cependant, elle est repartie à la hausse, les prix augmentant de 0,2% par rapport à novembre, comme attendu.

Mais hors alimentation et énergie, l'inflation dite "sous-jacente" est elle tombée à 2,9%, son plus bas niveau depuis près de trois ans.

MONNAIES

Le yen se replie après le fléchissement de l'inflation au Japon

Le yen reculait, vendredi, face à la plupart des grandes devises, malmené par la remontée des taux obligataires américains et un indicateur montrant un net ralentissement de l'inflation au Japon.

Au fixing, à 22H00 GMT, le billet vert gagnait 0,73% face à la monnaie nippone, à 148,15 yens pour un dollar. L'inflation est tombée à 1,6% en rythme annualisé en janvier dans la région de Tokyo, hors produits frais, selon l'indice CPI publié vendredi, son plus faible niveau depuis 22 mois. Le Japon se débat, depuis des décennies, contre la déflation qui menace l'économie nippone depuis le début des années 90. C'est, entre autre, pour sortir de cette spirale déflationniste que la Banque du Japon a mis en place, en 2016, une politique monétaire ultra-accommodante, avec un taux directeur négatif (-0,1%) et un contrôle des rendements obligataires à 10 ans. Depuis la sortie de la pandémie et avec la flambée des cours des matières premières depuis début 2022, le pays avait connu une accélération des prix. En 2023, l'inflation a ainsi atteint 3,1%, une première depuis 41 ans. Mardi, le gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), Kazuo Ueda, avait indiqué que l'institution avait pu "confirmer que l'économie (évo-luait) conformément aux projections d'inflation" de la BoJ, soit 2% par an. "C'est le facteur le plus important qui nous a davantage convaincus que la probabilité augmentait graduellement" de voir la hausse des prix se maintenir proche de l'objectif de la BoJ, a précisé la banquier central. Mais le ralentissement de l'inflation enregistré vendredi pour la région de Tokyo a de nouveau instillé le doute quant à la capacité du Japon à se sortir de la déflation. La BoJ avait ainsi posé comme condition pour opérer un resserrement monétaire la persistance d'une inflation proche de 2% et une hausse du salaire moyen. Jusqu'ici, les cambistes attendaient un premier relèvement du taux directeur lors de la réunion d'avril (25 et 26).

L'Europe à la fête après les résultats d'entreprises, Wall Street placide

Plusieurs résultats d'entreprises, dont ceux du géant du luxe LVMH, ont ravi les Bourses européennes vendredi, tandis que Wall Street est restée plus mesurée après un pointage de l'inflation américaine sans surprise.

Paris a terminé en hausse de 2,28%, sa meilleure séance depuis un an, porté par sa valeur phare LVMH.

Londres a gagné 1,40% et Francfort 0,32%, ce qui permet à chacun des trois indices de finir la semaine en progression de plus de 2%.

A Wall Street, le Dow Jones a avancé de 0,16%, le S&P 500 a stagné (-0,07%) et le Nasdaq a cédé 0,36%.

Les résultats financiers ont permis à plusieurs entreprises de vivre des hausses spectaculaires de leurs actions, notamment celles versées dans le luxe et la santé, et l'enthousiasme des investisseurs s'étendait aux groupes des mêmes sec-

teurs. Côté macroéconomie, les investisseurs sont toujours tournés vers l'inflation, entre la réunion de la Banque centrale européenne jeudi dernier et celle de la Banque centrale américaine (Fed) en début de semaine prochaine.

L'inflation aux Etats-Unis est restée stable en décembre sur un an, à 2,6%, selon l'indice PCE, jauge privilégiée par la Fed, publié vendredi par le département du Commerce.

Les marchés espèrent des réunions des banques centrales des clarifications sur le calendrier et l'ampleur des baisses de taux d'intérêt directeurs en 2024.

Jeudi, lors de la réunion de la BCE, les investisseurs avaient aussi noté une inflexion de la présidente Christine Lagarde vers plus de souplesse, même si elle a jugé que discuter d'une baisse de taux était prématuré. Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt des Etats aug-

mentaient légèrement en Europe comme aux Etats-Unis.

Le dollar reculait légèrement face aux principales devises, après la publication des données sur l'inflation aux Etats-Unis.

Vers 21H25 GMT, l'euro avançait de 0,07% face au dollar, à 1,0854 dollar pour un euro.

Les cours du pétrole se sont tendus en fin de séance après l'attaque d'un tanker britannique en mer rouge.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars s'est élevé de 1,35%, à 83,55 dollars, au plus haut depuis début décembre en clôture.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain de même échéance a lui pris 0,84%, à 78,01 dollars, une première en clôture depuis deux mois et demi.

Le bitcoin avançait de 5,00% à 41.901 dollars.

ETATS UNIS

Moratoire sur la construction de terminaux gaziers destinés à l'export

Le gouvernement américain a annoncé vendredi un moratoire sur la construction de nouveaux terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), le temps d'évaluer notamment leur impact sur l'environnement, un coup d'arrêt pour une industrie en pleine accélération. "A mesure que les exportations augmentent, nous devons examiner les demandes d'exportation à la lumière des analyses les plus récentes sur le plan économique, environnemental et de la sécurité nationale", a déclaré le ministre de l'Energie, Jennifer Granholm, lors d'une conférence téléphonique.

L'annonce intervient alors que la campagne présidentielle est pleinement lancée et qu'un face-à-face semble inévitable entre Joe Biden, qui a notamment fait passer en 2022 un plan massif de financement de la transition énergétique, et Donald Trump, qui met en doute le principe même du réchauffement climatique malgré un consensus scientifique. Dopés par l'envolée de la production du gaz de schiste, les Etats-Unis sont déjà le premier exportateur mondial de GNL, selon des données publiées par l'Organisation internationale Ceditag pour le premier semestre 2023.

Sept terminaux d'exportation de GNL sont déjà opérationnels aux Etats-Unis, avec environ 328 millions de mètres cubes par jour, selon l'agence américaine d'information sur l'énergie (EIA).

Aucun nouveau permis d'exportation ne sera délivré avant que le ministère américain de l'Energie (DOE) n'ait mis à jour son analyse de chaque projet, a dit Mme Granholm. En l'état, les nouveaux projets en gestation devaient faire monter la capacité d'exportation des Etats-Unis à 1,35 milliard de mètres cubes par jour, selon la ministre. Anticipant un moratoire, évoqué par plusieurs médias américains, l'Organisation de défense de l'environnement Sierra Club avait estimé qu'une telle décision "représenterait un changement de politique positif et significatif". Début décembre, en marge de la conférence COP28 sur le climat, plus de 250 organisations et groupes de défense de l'environnement avaient demandé à Joe Biden de ne plus autoriser de nouveaux terminaux GNL, rappelant que le gaz naturel était une énergie fossile polluante. Dans une lettre adressée jeudi à Jennifer Granholm, plusieurs instances de représentation du secteur de l'énergie avaient demandé à la ministre de renoncer à ce moratoire. Elles faisaient notamment valoir que l'industrie du gaz naturel était créatrice d'emplois aux Etats-Unis, outre le fait qu'elle permettrait de sécuriser les approvisionnements de l'Europe.

APS

AVIATION

Alaska Airlines annonce le retour du Boeing 737 MAX 9, avec un vol Seattle-San Diego

La compagnie aérienne américaine Alaska Airlines a confirmé vendredi la reprise des vols de ses Boeing 737 MAX 9, suspendus après un incident sur l'un de ses avions le 5 janvier, pour une liaison entre Seattle et San Diego dans l'après-midi.

Selon un message posté sur son site internet, la compagnie a indiqué que le vol 1146, lancerait la remise en service progressive de sa flotte de 65 avions 737 MAX 9.

Ben Minicucci, patron d'Alaska Airlines, avait précisé jeudi, lors d'une audioconférence avec des analystes consacrée aux résultats 2023, qu'il anticipait une reprise de ces vols à partir de vendredi.

Le retour en exploitation de la flotte doit s'étaler jusqu'à début février.

Le 5 janvier, une porte-bouchon de la carlingue d'un de ses Boeing 737 MAX 9 reliant Portland (Oregon) à



Ontario (Californie) s'est décrochée en vol.

Les compagnies aériennes ont la possibilité de condamner une porte quand le nombre d'issues de secours existantes est suffisant au regard du nombre de sièges dans l'appareil.

Cette modification a été effectuée sur 171 des 218 Boeing 737 MAX 9 livrés à ce

jour. Dans la foulée, l'agence américaine de régulation de l'aviation (FAA) a suspendu de vol jusqu'à nouvel ordre les appareils ainsi configurés.

Le régulateur a annoncé mercredi soir avoir établi un "vaste" programme de maintenance et d'inspections pour permettre à ces avions de reprendre les airs.

Ce n'est qu'une fois achevé

le plan établi, "que l'avion sera en mesure de reprendre du service", a affirmé la FAA, sans donner de date.

Alaska Airlines a précisé vendredi que l'inspection de sa flotte -jusqu'à une douzaine d'heures par appareil- devrait être achevée "d'ici la fin de la semaine prochaine".

"Cela nous permettra d'opérer notre programme de vols en totalité", a relevé la compagnie, qui estime que 3.000 vols auront été annulés en janvier du fait de la suspension pour des conséquences financières estimées à 150 millions de dollars.

La compagnie américaine United Airlines, qui possède la flotte la plus importante de ces modèles reconfigurés (79), a indiqué jeudi que le premier vol d'un de ses appareils était programmé pour dimanche, tout en n'écarter pas une remise en service plus tôt en cas de besoin.

DÉCÈS DE 4 PERSONNES DANS L'INCENDIE D'UNE MAISON À MOSTAGANEM

Le mis en cause placé en détention provisoire (Procureur de la République)

Le juge d'instruction près le tribunal de Mostaganem a ordonné, jeudi, de placer en détention provisoire un individu pour avoir déclenché un incendie dans un domicile entraînant le décès de quatre (4) personnes d'une même famille, a indiqué jeudi un communiqué du Procureur de la République près le même tribunal.

"En application des dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le parquet de la République près le tribunal de Mostaganem informe l'opinion publique que dans la nuit du 20 janvier 2024, suite à des informations parvenues aux services de Sûreté de la wilaya de Mostaganem faisant état du déclenchement d'un incendie au niveau d'un domicile, les services en question se sont immédiatement rendus sur place accompagnés des éléments de la Protection civile qui ont trouvé quatre (4) personnes de la même famille,



décédées (une femme, ses parents et son fils) avec des traces de sang", lit-on dans le communiqué. Il s'agit, selon les in-

vestigations effectuées par les services de la police judiciaire et les résultats de l'autopsie ordonné par le parquet, d'un ho-

micide et incendie volontaires dont l'auteur, ex-conjoint de la première victime, a été identifié et arrêté.

"En date du 25 janvier 2024, le mis en cause a été déferé devant le parquet pour homicide volontaire avec préméditation, vol qualifié et incendie volontaire entraînant le décès, avec un mandat de dépôt requis à son encontre", selon la même source. "Après audition du mis en cause par le juge d'instruction, ce dernier a ordonné son placement en détention provisoire", conclut le communi-

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE

Le président appelle à une "approche préventive" contre la propagation du fléau de la drogue chez les jeunes

Le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a appelé, jeudi à Biskra, lors d'une journée d'étude intitulée "Drogues et jeunesse : défis et solutions", organisée au pôle universitaire de Chetma, à "adopter une approche préventive contre la propagation du fléau de la drogue chez les jeunes".

"Il est nécessaire d'examiner les mesures prises pour lutter contre ce phénomène dans le cadre d'un système national de prévention incluant toutes les parties pour protéger les jeunes, se concentrer sur points faibles de la lutte contre la drogue et faire la lumière sur les campagnes de sensibilisation et leur capacité à sortir les jeunes de ce fléau et de ses conséquences", a déclaré M. Hidaoui qui était accompagné du ministre de la Jeunesse et des sports, Abderrahmane

Hammad, et du wali de Biskra, Lakhdar Sedas. Le président du CSJ a également déclaré qu'il était «nécessaire d'exhorter à l'implication de tous les acteurs dans les campagnes de sensibilisation qui ciblent l'élément humain en tant que composante essentielle de la structure sociale". M. Hidaoui a souligné, dans ce contexte, que l'évocation du phénomène de la drogue "implique d'aborder le phénomène en profondeur" et « d'engager tous les acteurs de la société civile et l'ensemble des institutions pour faire face à la menace de ce fléau, en lançant des campagnes de sensibilisation et en évaluant le résultat de ces campagnes pour déterminer si elles ont obtenu les résultats escomptés". Il a fait part, à cet égard, de la volonté du CSJ de constituer un "plus" dans la lutte contre le fléau de la

drogue qui cible les jeunes, et "d'abandonner ces campagnes de sensibilisation circonstancielles, souvent marquées par une mauvaise coordination".

Cette rencontre d'une journée était organisée par le CSJ, en présence de représentants de plusieurs institutions officielles telles que les ministères de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de l'Education nationale, de la Santé et de la Justice, ainsi qu'un certain nombre d'acteurs d'associations locales et plus de 200 jeunes de différentes régions du pays.

La rencontre a été marquée par de nombreuses interventions relatives au phénomène de la drogue et des témoignages de jeunes ayant vécu le phénomène douloureux de l'addiction aux produits stupéfiants.

ORAN

Une vaste opération combinée de lutte contre la criminalité à Ain Turck

Les services de la Sûreté de la daïra d'Ain Turck (Oran) ont mené une vaste opération combinée de lutte contre la criminalité en coordination avec la Gendarmerie nationale, qui s'est soldée par la saisie de drogues et d'armes blanches, la mise en fourrière de motocyclettes et l'arrestation des mis en cause dont des personnes recherchées par la

justice, a-t-on appris vendredi auprès de la direction de la sûreté de wilaya.

Cette opération marquée par la fouille minutieuse de véhicules au niveau de plusieurs points de contrôle à Mers El Kebir notamment, a donné lieu à l'arrestation de 11 personnes dont six faisant l'objet de recherche, dans différentes affaires dont celles de

drogues, de port d'armes prohibées et autres, a indiqué un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Lors de cette opération inscrite dans le cadre de la lutte contre la criminalité en milieu urbain et le maintien de l'ordre public, des personnes recherchées par la justice ont été arrêtées, en

plus de la saisie de 51 comprimés psychotropes, de 44 grammes de kif traité, de 8 armes blanches et de la mise en fourrière de 38 motocycles pour infraction à la loi, a-t-on précisé. Après achèvement des procédures judiciaires, les mis en cause seront présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, a-t-on fait savoir.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

Dix individus placés en détention provisoire pour trafic de drogue (procureur de la République)

Le juge d'instruction près le Tribunal de Sidi M'hamed (Alger), a ordonné la mise en détention provisoire de dix (10) individus accusés de trafic de drogue et de blanchiment d'argent dans le cadre d'une bande criminelle organisée, a indiqué, vendredi, un communiqué du parquet de la République près le même tribunal. "En application des dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed (Pôle pénal spécialisé), informe l'opinion publique que dans le cadre de la lutte contre le crime organisé et le trafic illicite de drogue, et suite à des informations concernant un réseau criminel versé dans le trafic de drogue à travers certaines wilayas du pays, à partir de la ville de Tamanrasset, qu'une enquête préliminaire a été ouverte par le service central de lutte contre le trafic illicite de drogues relevant de la Sûreté nationale", a précisé la même source.

Les investigations se sont soldées par

l'arrestation des 13 membres du réseau avec en leur possession 31 kg de cocaïne, 52.250 comprimés psychotropes et 2 kg de cannabis". "En date du 25/01/2024, les mis en cause ont été présentés devant le parquet et une enquête judiciaire a été ouverte pour trafic de drogue dans le cadre d'une bande criminelle organisée,

et blanchiment d'argent", a ajouté la même source. "A l'issue de l'interrogatoire, le juge d'instruction a ordonné le placement de dix (10) accusés en détention provisoire et un (1) autre sous contrôle judiciaire, tandis que deux (2) accusés ont été libérés", selon la même source.

EL BAYADH ET NÂAMA

Réouverture des marchés à bestiaux suite à l'amélioration de la situation sanitaire (wilayas)

Les marchés à bestiaux des wilayas d'El Bayadh et Nâama ont été rouverts, après un mois de fermeture, suite à l'amélioration de la situation sanitaire. A El Bayadh, le wali Nouredine Belaribi a promulgué, mercredi, une décision portant réouverture de tous les marchés à bestiaux à travers le territoire de la wilaya, après un mois de fermeture, suite à l'amélioration de la situation sanitaire concernant la lutte contre la fièvre aphteuse, a indiqué un communiqué de la cellule d'information et de communication de la wilaya. Cette décision, selon la même source, comprend l'autorisation de rouvrir tous les marchés à bestiaux sur le territoire de la wilaya, à partir de ce jeudi, ainsi que la stricte application d'un ensemble de mesures au niveau des marchés à bestiaux, comme la poursuite de l'activité du comité de wilaya de vigilance et de restriction des déplacements des animaux, tout en les soumettant à une certification vétérinaire et à un contrôle strict au niveau du réseau routier, ainsi qu'à assurer la sécurité des équipes vétérinaires pendant les heures d'ouverture des marchés à bestiaux.

Parmi les mesures incluses dans la décision figurent également l'exigence d'un certificat de vaccination pour l'entrée des bovins sur les marchés, ainsi qu'un certificat sanitaire pour le transport du bétail vers les éleveurs et les commerçants, ainsi que l'application d'un système strict d'assainissement à l'intérieur et autour des marchés.

L'inspection vétérinaire de la wilaya a lancé une campagne intensifiée de vaccination d'urgence du bétail contre la fièvre aphteuse sur tout le territoire de la wilaya, à laquelle ont été mobilisés 60 vétérinaires et a permis la vaccination de plus de 19.000 têtes de bovins, ce qui représente un taux de vaccination de 100%, a-t-on appris des responsables de la Direction des Services Agricoles de la wilaya.

La wilaya d'El Bayadh compte une dizaine de marchés à bestiaux répartis sur plusieurs communes de la wilaya, dont les marchés de Bougtob et El Bayadh, faisant partie des plus grands marchés de vente de bétail du pays. A Nâama, il a été décidé de rouvrir les marchés à bestiaux, à partir de ce jeudi, sur tout le territoire de la wilaya, après la fin de la campagne de vaccination contre la fièvre aphteuse, qui s'est déroulée dans diverses régions de la wilaya, selon un communiqué des services de la wilaya. Le communiqué fait part des mesures précédemment décidées, qui se poursuivent au niveau de la wilaya, notamment les activités des comités de vigilance de la wilaya pour surveiller et combattre la fièvre aphteuse, contrôler les installations d'élevage, exiger un certificat sanitaire de transport et un certificat de vaccination lors du transport des animaux, ainsi que l'arrêt temporaire de l'insémination artificielle. Parmi les mesures prises par le wali au niveau des marchés de bétail après leur réouverture figurent le renforcement de l'encadrement par la présence d'équipes vétérinaires, pendant les heures d'ouverture des marchés, empêchant l'entrée d'animaux non vaccinés, et assurant la mise en œuvre d'une stricte désinfection et d'un système de contrôle à l'intérieur de ces marchés et de leurs environs par les communes. A noter que la campagne de vaccination contre la fièvre aphteuse a touché environ 17.300 têtes de bétail dans différentes régions de la wilaya, après la mobilisation de 66 vétérinaires privés et 16 vétérinaires publics, a souligné l'inspecteur vétérinaire de la wilaya Aissaoui Redouane.

MASCARA

Saisie de 12000 comprimés psychotropes et arrestation de trois mis en cause

Les services de la Gendarmerie nationale à Mascara ont opéré la saisie de 12.000 comprimés psychotropes et arrêté trois mis en cause, a-t-on appris dans un communiqué du groupement territorial de ce corps. Cette opération a été effectuée sur la base d'informations parvenues à la brigade de Gendarmerie nationale de Mascara, selon lesquelles un réseau de crime organisé active au niveau de wilayas de l'Est et de l'Ouest du pays passant par Mascara. Un plan judicieux a été alors mis en œuvre pour contrôler tous les issues en coordination avec la compagnie territoriale de Gendarmerie nationale du chef-lieu de wilaya, se soldant par l'interception d'un véhicule touristique à son bord une personne au niveau de la route nationale (RN 11) dans son tronçon reliant les communes de Mascara et Bouhanifia. La fouille du véhicule en utilisant l'unité cynotechnique a permis de découvrir une quantité de 12.000 comprimés psychotropes de fabrication étrangère et 2 grammes de cocaïne, a-t-on indiqué. L'extension de la compétence aux wilayas de Batna et de Sidi Bel-Abbes a permis l'arrestation de deux mis en cause et la saisie d'un véhicule, d'un camionnette et d'une somme de 350.000 DA, selon la même source. Après achèvement de l'enquête et des procédures judiciaires, les personnes arrêtées seront présentées devant le procureur de la République près le tribunal de Mascara, a-t-on ajouté.

CLIMAT

11 Etats de l'UE réclament un objectif 2040 «ambitieux»

Onze Etats de l'UE, dont la France, l'Allemagne et l'Espagne, réclament dans une lettre commune à la Commission européenne de proposer pour l'UE «un objectif climatique ambitieux» pour 2040, renforçant la pression avant la présentation de scénarios début février.

Les Vingt-Sept se sont déjà fixés comme objectif de réduire collectivement de 55% leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport à 1990. Reste à déterminer le chiffre intermédiaire pour 2040, étape-clé avant la neutralité carbone visée au plus tard en 2050. L'exécutif européen doit présenter le 6 février une étude d'impact sur différents scénarios avec ses recommandations, avant une proposition législative attendue après la formation de la prochaine Commission à l'automne. Après la COP28 en décembre, «il est crucial que l'UE (la) traduise en actions concrètes et ambi-

tieuses pour envoyer un signal politique fort montrant l'exemple aux autres grands pays émetteurs», en actualisant ses objectifs à temps pour la COP30 en 2025, notent ces onze Etats dans une lettre commune.

«Nous encourageons vivement la Commission (...) à recommander un objectif climatique ambitieux pour 2040» qui «devrait garantir que l'UE soit entièrement sur la bonne voie vers la neutralité climatique», insiste ce courrier signé par leurs ministres de l'Environnement ou du Climat. Outre Paris, Berlin et Madrid, huit autres pays (Autriche, Bulgarie, Da-



neemark, Finlande, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal) se sont associés à cette lettre, qui appelle à «tenir compte des recommandations du conseil consultatif scientifique européen» sur le climat. Ce dernier a préconisé

en juin dernier de viser en 2040 une réduction «de 90-95%». En octobre, le nouveau commissaire chargé du Climat, Wopke Hoekstra, avait dit défendre une réduction nette d'au moins 90% des émissions.

TANZANIE

Au moins 4 morts dans des inondations causées par de fortes pluies

Au moins quatre personnes sont mortes dans des inondations soudaines causées par de fortes pluies dans l'est de la Tanzanie, a rapporté vendredi l'agence Chine nouvelle. Parmi les victimes, deux élèves ont trouvé la mort, jeudi matin, emportés par les inondations soudaines à Kihonda Kiegeya, dans

la ville de Morogoro, a précisé Shaaban Malugujo, commandant de la Force d'incendie et de secours de Tanzanie pour la région de Morogoro. Deux femmes ont été blessées et transportées à l'hôpital, a ajouté M. Malugujo. Les inondations étaient dues au débordement de la rivière Ngerengere après de fortes pluies

dans les montagnes d'Uluguru, a-t-il expliqué. Le marché central de la ville de Morogoro a été suspendu en raison des inondations, la plupart des rues de la ville ayant été touchées et certains bâtiments résidentiels et commerciaux submergés, a fait savoir Receba Nsemwa, commissaire du district de Morogoro.

COLOMBIE

Les incendies ont déjà détruit 172 km2 de forêts

Les incendies de forêt ont détruit 172 kilomètres carrés en Colombie, et une vingtaine de foyers demeurent actifs, ont annoncé vendredi les autorités. Réputé pour sa biodiversité, le pays, confronté à l'influence du phénomène climatique El Niño, avec des records de chaleur et une sécheresse prolongée, a enregistré depuis novembre plus de 340 incendies et 26 restent «actifs», a déclaré vendredi après-midi la ministre de l'Environnement Susana Muhamad. Depuis lundi, la Colombie lutte contre plusieurs feux, dont certains sur les montagnes de la cordillère dominante Bogota et les autorités recommandent aux habitants, vivant à proximité des zones incendiées, d'éviter de sortir en raison de la mauvaise qualité de l'air. «Aujourd'hui, nous avons un incendie dans le Nevado del Cocuy, un parc naturel avec des sommets enneigés de plus de 5.000 mètres d'altitude, situé à environ 250 kilomètres au nord-est de



Bogota», a déclaré Mme Muhamad lors d'une conférence de presse. Selon le ministre, les flammes se trouvent au niveau d'un point «assez élevé» du parc et l'armée de l'air a envoyé un hélicoptère pour «évaluer» la situation.

Dans la capitale, l'un des foyers brûle à environ 900 mètres d'El Paraiso, un quartier populaire situé à l'est de Bogota. Certains habitants affectés par la fumée ont été pris en charge par la Croix-Rouge de Bogota, a indiqué l'organisation sur X.

La qualité de l'air varie de «mauvaise» à «moyenne» dans plusieurs secteurs de la

ville qui compte huit millions d'habitants, selon le secrétaire à l'Environnement. Le maire de Bogota, Carlos Fernando Galán, procède à une évaluation afin de déterminer les incendies nécessitent de «prendre des mesures restrictives» en matière de déplacements.

Le président colombien Gustavo Petro a décrété mercredi l'état de «catastrophe naturelle» et a débloqué des fonds pour faire face à la situation d'urgence. Il a également lancé un appel à l'aide internationale pour combattre les feux. Bien que les Etats-Unis, le Pérou, le Chili et le Canada aient répondu à

l'appel, seul le gouvernement péruvien a envoyé jusqu'à présent «200» systèmes dotés d'un «mécanisme spécial pour éteindre les incendies», selon le ministère colombien de la Défense. Le trafic à l'aéroport international El Dorado de Bogota est de nouveau normal depuis vendredi, au lendemain de restrictions qui ont affecté 138 vols. Selon Ghislaine Echeverry, directrice de l'Institut d'hydrologie, de météorologie et d'études environnementales (Ideam), janvier «s'annonce comme le (mois de janvier) plus chaud» depuis 30 ans. Selon elle, février pourrait être connaître des températures encore plus élevées, et ce n'est qu'en mars que les pluies contribueraient à «atténuer» les conséquences de cette chaleur extrême.

Les autorités enquêtent pour savoir si certains incendies sont d'origine volontaire. La police a arrêté 26 personnes pour des «délits liés aux incendies».

Les autorités appellent à l'aide internationale pour combattre les incendies de forêts

La Colombie a lancé jeudi un appel à l'aide internationale pour faire face à une trentaine d'incendies de forêts qui font rage dans plusieurs régions et dans la capitale Bogota, où les flammes s'approchent d'une zone résidentielle. S'adressant à la presse, le président Gustavo Petro a indiqué avoir «activé les protocoles de demande d'assistance internationale» pour que le pays puisse lutter contre 31 incendies qui mercredi avaient détruit quelque 600 hectares de forêt. Selon l'Institut d'hydrologie, de météorologie et d'études environnementales (Ideam), 87% du pays - déclaré

mercredi en état de «catastrophe naturelle» - est exposé à un «risque maximal» d'incendies. M. Petro a indiqué que les Etats-Unis, le Chili, le Pérou et le Canada avaient déjà répondu positivement aux demandes d'aide de la Colombie pour contenir la progression des flammes.

Au total, 31 incendies sont actifs jeudi dans cinq régions du pays, selon la Protection civile (UNGRD). Quatre d'entre eux font rage dans la capitale, où un feu sur la colline El Cable, à la périphérie est de la ville, a gagné les abords d'un quartier résidentiel. «Les vents l'ont rapproché, mais il est encore à plus de 900

mètres des maisons. Nous le surveillons (...) Si nécessaire, nous prendrons des mesures d'évacuation», a déclaré le maire de Bogota, Carlos Fernando Galán, en fin de journée.

«Les semaines à venir seront difficiles. Aujourd'hui, nous avons vu quelques nuages, mais nous ne voyons toujours pas de possibilité de précipitations», a-t-il ajouté.

A la tombée de la nuit, la fumée enveloppait le centre de cette ville de huit millions d'habitants où plus de 300 pompiers, militaires et secouristes ont été déployés pour lutter contre les flammes.

JAPON

Les dégâts du séisme du Nouvel An pourraient atteindre 16 milliards

Le coût des dommages causés par le violent séisme qui a frappé le centre du Japon le 1er janvier, faisant plus de 230 morts, devrait être compris entre 6,9 et 16,2 milliards d'euros, selon une estimation du gouvernement nippon. Cette évaluation concerne les dégâts aux bâtiments et aux infrastructures (routes, aéroports, réseaux, etc.) dans le département d'Ishikawa, le plus touché, ainsi que dans les deux départements voisins de Toyama et de Niigata. Les chiffres sont encore dans une fourchette très large «parce que nous sommes encore en pleine évaluation des dégâts», a déclaré vendredi à la presse un responsable du gouvernement, précisant que ce rapport avait été présenté jeudi lors d'un conseil des ministres. Cette estimation officielle entre 1.100 et 2.600 milliards de yens est supérieure à de premiers calculs partiels des dégâts établis début janvier par le secteur privé. Mais la facture totale devrait ainsi être très largement inférieure à celle du gigantesque tremblement de terre et tsunami de 2011 dans le nord-est du Japon, qui avait été chiffrée par le gouvernement nippon à 16.900 milliards de yens (147 milliards d'euros à l'époque). Par ailleurs, ce bilan ne tenait pas compte des perturbations pour l'activité économique, ni de l'accident nucléaire de Fukushima provoqué par le tsunami, dont les coûts (travaux de décontamination de l'environnement, démantèlement de la centrale étalés sur plusieurs décennies, indemnités des personnes évacuées...) pourraient monter à plusieurs centaines de milliards d'euros en fine. Le gouvernement a par ailleurs finalisé jeudi des mesures pour améliorer les conditions de vie immédiates des personnes évacuées après le séisme du 1er janvier, reconstruire les zones sinistrées et revitaliser le tourisme dans la région. Situé sur la «ceinture de feu» du Pacifique, l'archipel japonais est l'un des endroits de la planète subissant le plus de séismes au monde.

Les constructions modernes dans le pays sont capables de résister à des séismes très puissants. Mais ce n'est pas le cas de beaucoup de structures anciennes, notamment dans des zones rurales comme la péninsule de Noto, dans le département d'Ishikawa, épicentre du séisme du 1er janvier.

ARGENTINE

Températures record en Patagonie, à l'extrême sud

Des températures records de plus de 40 C frappent la Patagonie argentine, région désertique habituellement froide et venteuse de l'extrême sud du pays, a annoncé vendredi le Service météorologique national (SMN). En plein cœur de l'été austral, les plus hautes températures sont généralement relevées dans les régions du centre et du nord de l'immense pays du cône sud. Mais c'est en Patagonie qu'il a fait le plus chaud au cours de la troisième semaine de janvier, avec un record de 42,6 C enregistré à Trelew, capitale du Chubut, et 36,4 C à Bariloche (Rio Negro), lieu de villégiature hivernal sur les contreforts des Andes. Les précédents records avaient respectivement été enregistrés pour Trelew en 2017 (42,2 C) et Bariloche en 2019 (35,4 C). Des records mensuels ont également été relevés avec 37,4 C à El Bolson (Rio Negro) contre 36,9 C en 1999, et 34,7 C à Esquel (Chubut) contre 33,8 C en 1979. «Cela n'a rien à voir avec le phénomène El Niño, qui affecte cette région avec une augmentation des précipitations, une plus grande humidité dans les basses couches et une plus grande nébulosité, ce qui modère les températures», a expliqué le météorologue Matias Reinoso, cité par l'AFP. Mais ces températures record en Patagonie sont liées à une zone de haute pression positionnée au centre du pays, qui favorise l'avancée de l'air chaud vers le sud, a expliqué le prévisionniste du SMN. Des alertes incendies et des messages de prévention à la population (en raison des hautes températures persistantes la nuit) ont été lancés par les autorités. Ce pic de chaleur en Patagonie devrait persister tout au long de la semaine prochaine et s'étendre au nord, dans les provinces centrales et les plus peuplées de Buenos Aires, Santa Fe, Cordoba et Entre Rios, selon les prévisions du SMN.

BLIDA

Les patients âgés nécessitent des services de gériatrie (rencontre)

Les participants à une Journée d'étude à Blida sur les «Spécificités des pathologies du sujet âgé» ont plaidé pour la création de services de gériatrie au sein des hôpitaux, en vue de la prise en charge des patients âgés.

Les participants à cette rencontre scientifique organisée par le service de médecine interne du centre hospitalo-universitaire (CHU) Frantz Fanon, ont assuré la «nécessité de création de services de gériatrie au sein des hôpitaux, avec un encadrement assuré par des équipes médicales spécialisées, pour assurer le suivi des patients âgés dont l'état de santé nécessite des soins particuliers».

C'est notamment le cas du chef du service des maladies internes au CHU Frantz Fanon, le Pr. Abdelghani Bachir Cherif, qui a expliqué que «les symptômes de la maladie chez les personnes âgées diffèrent de ceux des personnes plus jeunes, et nécessitent un examen particulier de la part d'un médecin expérimenté. D'où la nécessité de création d'une spécialité en gériatrie à l'université». A son tour, le chef du service de cardiologie à l'hôpital Mustapha Bacha d'Alger, Pr. Salim Benkhedda a souligné dans sa communication sur «l'insuffisance cardiaque», qu'un taux de près de 90% des malades du cœur n'ont pas reçu les vaccins recommandés par le ministère de tutelle, selon les résultats d'une étude réalisée par une équipe de médecins spécialistes de l'hôpital Mustapha Bacha.

Il a aussi appelé les médecins présents, à cette rencontre, à prendre en compte les autres médicaments pris par les patients âgés lors de la prescription d'une ordonnance, car une majorité de ces personnes souffrent de plusieurs maladies chroniques.

Quant au chef du service de cardiologie de l'hôpital de Tipasa, également doyen de la faculté de médecine de l'université de Blida, Pr. Yazid Aoudia, il a abordé dans sa communication les problèmes auxquels sont confrontés les équipes médicales, lors du diagnostic de l'arythmie cardiaque» chez les personnes âgées, et les complications éventuelles en début de traitement.

«Une majorité des patients de plus de 65 ans souffrent de plusieurs maladies chroniques, dont le diabète, l'hypertension artérielle et l'obésité. Ce qui complique le diagnostic de l'arythmie cardiaque chez eux», a-t-il relevé. Il a mis en garde contre «la prise excessive de médicaments, qui pourrait entraîner des complications graves», selon lui. Pour ce praticien, la prévention de ces maladies commence dès la quarantaine, par l'adoption d'un régime alimentaire sain, l'exercice sportif et en évitant de fumer.

Abritée par le cercle régional de l'armée, cette Journée d'étude a vu la participation de médecins spécialistes de plusieurs wilayas, qui ont abordé les différentes maladies menaçant les personnes âgées, et les moyens de les traiter en tenant compte des spécificités de cette catégorie sociale.

SERVICES SANITAIRES

M.Saihi insiste, à Biskra, sur la continuité du service dans les établissements hospitaliers

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a insisté, jeudi soir à Biskra, sur la nécessité d'assurer la continuité du service de santé dans les établissements hospitaliers «afin d'améliorer la prise en charge des patients dans toutes les spécialités médicales, et dans toutes les régions».



Le ministre, qui présidait la clôture d'une rencontre nationale sur l'élaboration d'un guide des pôles d'activités médicales, à l'Institut national supérieur de formation para-médicale de Biskra, a souligné dans une allocution prononcée à cette occasion, que son département ministériel «s'emploie à concrétiser l'engagement de l'Etat à rapprocher les services de santé du citoyen». Un rapprochement, a-t-il dit, conforme aux engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de fournir un service de santé de qualité au citoyen, quel qu'il soit et où qu'il se trouve en Algérie. M. Saihi a évoqué, à ce propos, la mise en place de pôles de santé qui constituent l'un des mécanismes garantissant la prise en charge des besoins de certains hôpitaux des régions du sud, et assurant leur accompagnement à partir des centres hospitalo-universitaires du nord du pays. Il a souligné, dans le même contexte, que le but du développement des pôles de santé vise à créer des structures autonomes, se suffisant à elles-mêmes, dans toutes les spécialités médicales, pour prendre en

charge les patients et assurer la continuité du service, en substitution de l'envoi d'un spécialiste dans le cadre du service civil.

Notant que ses services travaillaient à la formation de médecins généralistes issus du sud du pays, et qui rejoindront leurs postes dans les établissements de santé dans le cadre d'un contrat de 6 ans, le ministre a fait part, à ce propos, de la sortie, «dans les prochains jours», d'un premier contingent de 146 médecins, ajoutant que son département œuvrait à «garantir la sortie de 200 médecins par an, pour une durée de 5 ans, et qui travailleront dans ces régions».

Le ministre a également souligné que cette rencon-

tre, organisée par le ministère de la Santé à Biskra, ainsi que les recommandations qui en ont émané, confirment la possibilité de concrétiser la vision consistant à créer des pôles de santé afin d'exploiter les compétences et de bénéficier des expériences des professionnels du secteur. Il a ajouté que cette rencontre a pu déterminer les «points forts» pouvant assurer la réussite de cette initiative afin qu'elle puisse porter ses fruits

M. Abdelhak Saihi avait auparavant prononcé une allocution lors de la clôture de la journée d'étude organisée par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), intitulée «la drogue et la jeunesse : défis et solutions», en pré-

sence du ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderahmane Hammad, le président de ce Conseil, Mustapha Hidaoui et du wali de Biskra, Lakhdar Sadas. Une intervention au cours de laquelle il avait déclaré que ce fléau qui ronge la société est pris à bras le corps par l'Etat qui prend en charge les jeunes souffrant de l'addiction à la drogue à travers les centres de lutte contre la toxicomanie, au nombre de 5 actuellement dans le pays, et qui seront renforcés par d'autres structures. Il a également souligné qu'il était «nécessaire de lutter contre le phénomène en entraînant, aussi, les jeunes vers une vision optimiste pour construire leur avenir et rester à l'écart de ce fléau». Au cours de sa visite dans la wilaya de Biskra, le ministre de la Santé a inspecté, au nouveau pôle urbain de Biskra, le chantier de réalisation d'un hôpital de 240 lits, s'enquérant, notamment, de l'avancement des travaux. Il a demandé, dans ce contexte, aux responsables concernés d'accélérer le rythme du chantier et de doubler les heures de travail pour livrer le plus rapidement possible.

OULED DJELLAL

Les projets dont a bénéficié la wilaya contribueront à en faire un «pôle de santé par excellence» (ministre)

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a déclaré, jeudi à Ouled Djellal où il effectuait une visite de travail, que les projets dont a bénéficié la wilaya en matière de structures sanitaires, «contribueront à en faire un pôle de santé par excellence». Le ministre a précisé, dans une déclaration à la presse, qu'Ouled Djellal est une «toute jeune wilaya qui a bénéficié, pour la première fois, de cinq importants projets portant sur la réalisation de structures de santé», ce qui constitue, selon lui, «un bond en avant en matière de développement».

Il a insisté, à cet égard, sur le fait que l'entrée en service de ces acquis fera de cette wilaya «un pôle de santé par excellence», contribuant ainsi à «améliorer notablement la qualité des services de

santé fournis aux citoyens qui n'auront plus à se déplacer vers d'autres wilayas pour se faire soigner». Présidant les cérémonies de pose des premières pierres de ces projets, M. Saihi a particulièrement insisté sur le respect des délais contractuels et des normes de qualité lors de la construction, rappelant l'importance de ces nouvelles structures dans le renforcement des pôles de santé du pays. «La mise à niveau du système de santé est l'une des priorités du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a toujours insisté sur la prise en charge des besoins de la population par le renforcement et l'équipement des structures de santé afin d'assurer une bonne couverture sanitaire dans les nouvelles wi-

layas», a rappelé le ministre de la Santé. Au cours de cette visite, M. Saihi a présidé la cérémonie de pose de la première pierre de plusieurs projets, notamment une unité d'urgences médicales de 30 lits dans la commune de Doucen, deux hôpitaux de 120 lits et un hôpital «Mère et Enfant» d'une capacité de 80 lits au chef-lieu de wilaya, ainsi qu'un hôpital de 60 lits et un institut supérieur de formation paramédicale dans la commune de Sidi Khaled.

Deux centres de néphrologie et de dialyse, fruits d'investissements privés, ont également été mis en service par le ministre dans les communes d'Ouled Djellal et de Sidi Khaled où les patients souffrant d'insuffisance rénale pourront recevoir les soins appropriés.

TLEMCEN

Vers l'entrée en service de trois nouvelles structures de santé (Direction)

La wilaya de Tlemcen prévoit l'entrée en service de trois nouvelles structures de santé, à partir du troisième trimestre 2024, a indiqué, jeudi, un communiqué de la Direction de la Santé et de la Population (DSP). Il s'agit, selon la même source, d'un hôpital de 60 lits dans la commune de Marsa Ben M'hidi, d'un service médical et de chirurgie pédiatrique, relevant

de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) mère-enfant de Tlemcen et d'une polyclinique dans la commune de Souahlia. La même source a indiqué que la DSP de Tlemcen a lancé, récemment, les différentes procédures liées à l'équipement de ces structures en matériels nécessaires permettant une bonne prise en charge des malades. Il sera procédé au renforcement

de ces structures de santé par différentes équipes médicales, paramédicales et administratives dans les différentes spécialités, selon la même source. Ces structures permettent d'améliorer les prestations offertes aux malades et leur éviter le déplacement vers le Centre hospitalo-universitaire de Tlemcen, a-t-on expliqué.

EHU D'ORAN

Une première opération de reconstruction de la mâchoire inférieure par autogreffe

Le service maxillo-facial de l'EHU «1er novembre 1954» d'Oran a réussi une première opération de reconstruction de la mâchoire inférieure par autogreffe, a indiqué jeudi un communiqué de cet établissement. Il s'agit d'une reconstruction de la mâchoire inférieure par une autogreffe osseuse, appelée «reconstruction mandibulaire par lambeau péroné libre», effectuée chez une femme, la trentaine,

guérie d'un cancer qui a complètement effrité sa mâchoire inférieure, a-t-on précisé. Cette opération, effectuée par une équipe 100% algérienne, a été une occasion pour organiser une session de formation pour un groupe de médecins spécialistes de différentes régions du pays, a-t-on fait savoir. «Il s'agit d'une opération très délicate, qui exige une haute maîtrise de la chirurgie, une équipe bien rodée et

de grande compétence en réanimation», a souligné le chef de service maxillo-facial du même établissement, Karim Hireche. La patiente a bénéficié d'une reconstruction de la mâchoire inférieure, qui sera suivie par l'implantation de dents conçues sur mesure en 3D, a fait savoir le même spécialiste, ajoutant que le service est devenu une référence en matière d'implantologie dentaire au profit des cancéreux.

Dans ce cadre, le service travaille à programmer, chaque semaine, une opération de ce genre, afin de prendre en charge le plus grand nombre de patients, tout en organisant des ateliers de formation au profit des médecins de différentes régions du pays, à chaque fois qu'il s'agit d'opération de haut niveau, selon le même spécialiste.

GHAZA

66% de la population souffre de maladies dues à la pollution de l’eau

L’Autorité palestinienne pour la qualité de l’environnement a révélé jeudi que 66% de la population de la bande de Ghaza souffrait de la propagation de maladies transmises par l’eau polluée, notamment le choléra, la diarrhée chronique et les maladies intestinales.

Dans un communiqué relayé par des médias, l’autorité a déclaré que «la pénurie d’eau potable et la fermeture de toutes les usines de dessalement d’eau, résultat de l’agression continue de l’occupation (sioniste), ont fait que 66% de la population de la bande de Ghaza souffre de la propagation de maladies transmises par l’eau contaminée, comme le choléra, la diarrhée chronique et les maladies intestinales».

L’autorité a mis en garde contre les dangers du «bombardement par l’occupation des canalisations d’égouts» dans la bande de Ghaza, soulignant que ces pratiques «conduisent à une catastrophe



sanitaire et environnementale». Dans ce contexte, le même organisme a précisé que la guerre contre l’encave palestinienne «a provoqué le déracinement d’environ 50 000 arbres et la destruction

de pépinières et de jardins familiaux, entraînant une désertification accrue, une perte de biodiversité, et la détérioration de la qualité des sols».

«L’agression constitue non seulement une catastrophe

humanitaire, mais contribue également à détruire des composantes de l’environnement, en raison de l’accumulation de déchets solides et médicaux, et de la génération d’émissions de carbone», selon la même source.

L’Autorité palestinienne pour la qualité de l’environnement a appelé la communauté internationale à «intervenir immédiatement pour faire face aux énormes défis environnementaux et à la nécessité de prendre des mesures immédiates pour préserver l’environnement et remédier aux dommages environnementaux continus résultant de l’agression sioniste.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Le Yémen connaît la pire crise humanitaire au monde

Le représentant de l’Organisation mondiale de la santé (OMS) au Yémen, Arturo Besegan, a déclaré que le pays, après près d’une décennie de conflit, connaît l’une des pires crises humanitaires au monde.

Besegan a souligné mardi lors d’une conférence de presse au bureau des Nations unies à Genève que «des millions d’enfants au Yémen sont nés dans un environnement de guerre et que beaucoup d’entre eux ont grandi en étant témoins de conflits». Il a poursuivi en disant : «Le peuple yéménite a subi de profondes destructions, la faim et la violence. Il mérite une vie de paix et de progrès». Il a ajouté : «Cette année, 17,8 millions de personnes au Yémen ont besoin d’une aide sanitaire et 2,4 millions d’enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition. Seuls 51% des établissements de santé fonctionnent à pleine capacité, et 36% d’entre eux fournissent des services limités».

SOMALIE

Plus de 470 cas de choléra et de diarrhée aiguë enregistrés en une semaine

Plus de 470 cas de choléra et de diarrhée aiguë ont été signalés en Somalie en une semaine, a rapporté le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA). «Le choléra et la diarrhée aiguë se propagent en Somalie. Plus de 470 cas ont été enregistrés au cours de la deuxième semaine de janvier, dont au moins neuf décès», est-il indiqué. La plupart de ces cas se trouvent dans l’Etat d’Hirshabelle, dans le centre du pays, qui a connu de graves inondations pendant la saison des pluies à la fin de l’année dernière. «L’épidémie actuelle est un prolongement de l’épidémie de 2023, lorsque plus de 18.300 cas ont été signalés, dont plus de la moitié sont des enfants de moins de cinq ans», fait savoir le OCHA.

Les Nations unies et leurs partenaires prennent des mesures pour répondre à l’épidémie dans les zones touchées par les inondations. Elles comprennent la mise en place de nouveaux centres médicaux. De plus, «des efforts de sensibilisation sont en cours avec la participation des agents de santé». D’autres inondations sont attendues en Somalie pendant la saison des pluies, d’avril à juin. «L’insuffisance du financement de l’aide humanitaire est un problème grave», a souligné le OCHA. «L’appel aux donateurs lancé l’année dernière pour obtenir 2,6 milliards de dollars pour aider 7,6 millions de personnes en Somalie a été financé à moins de 44%. 1,1 milliard de dollars a été reçu», a rappelé l’organisation.

AMÉRIQUE DU SUD

Augmentation inquiétante des cas de dengue

L’Amérique du Sud connaît une augmentation des cas de dengue ce qui a incité le Brésil à lancer une nouvelle campagne de vaccination au moment où d’autres pays du continent ont émis des alertes. Au Brésil, les cas ont plus que doublé au cours de la première semaine de janvier par rapport à la même période de l’année dernière. Le Brésil deviendra le premier pays au monde à proposer un vaccin contre la dengue par le biais du système de santé publique, ce qui, selon les responsables, pourrait commencer d’ici quelques jours. Aussi, l’Argentine a enregistré plus de 12 500 cas de maladie le

mois dernier, selon le dernier bulletin officiel de santé, un bond considérable par rapport à la même période de l’année dernière, ce qui a entraîné des avertissements sanitaires et des pénuries d’insectifuges.

Le Paraguay et l’Uruguay ont émis des alertes épidémiologiques concernant la maladie en décembre à la suite de pluies intenses, car l’eau stagnante offre également des conditions idéales pour la reproduction des moustiques. «L’Amérique du Sud et au-delà voient la propagation de la dengue s’exacerber à mesure que la hausse des températures et le phénomène climatique El

Nino dans le Pacifique contribuent à prolonger les saisons de dengue et à la propagation géographique des infections», affirment les scientifiques. «Le changement climatique a élargi l’aire de reproduction des moustiques, à la fois dans les Amériques et dans le monde», a déclaré Thaïs dos Santos, spécialiste des maladies transmises par les insectes à l’Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Les données de l’OPS montrent que l’année dernière a dépassé le précédent record de 2019 pour les cas de dengue dans les Amériques, avec quelque 4,2 millions de cas et 2 050 décès.

EUROPE

30 fois plus de cas de rougeole en 2023 qu’en 2022 (OMS)

L’Europe a enregistré 30 fois plus de cas de rougeole entre janvier et octobre 2023 qu’en 2022, a alerté mardi la branche européenne de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui appelle à l’intensification de la campagne d’immunisation.

«Entre janvier et octobre 2023, plus de 30.000 cas de rougeole ont été signalés par 40 des 53 Etats membres de la région», qui s’étend jusqu’en Asie centrale, a indiqué l’organisme onusien dans un communi-

qué. En 2022, 941 cas avaient été rapportés. «Nous avons constaté dans la région non seulement une multiplication par 30 des cas de rougeole, mais aussi près de 21.000 hospitalisations et cinq décès liés à la rougeole. C’est inquiétant», a dit le directeur régional de l’OMS Hans Kluge, cité dans le communiqué. «Des efforts de vaccination urgents sont nécessaires pour stopper la transmission et empêcher la propagation».

La recrudescence de

cette maladie virale très contagieuse, qui peut entraîner des complications mortelles et se propage par voie aérienne, est attribuée à une baisse de la couverture vaccinale pendant les années Covid. «La pandémie de Covid-19 a eu un impact significatif sur les performances du système de vaccination au cours de cette période, entraînant une accumulation d’enfants non vaccinés ou insuffisamment vaccinés», est-il écrit.

Selon l’OMS, qui réclame l’intensification des campagnes pour sensibiliser les communautés non vaccinées, plus de 1,8 million de nourrissons de la région n’ont pas été vaccinés contre la rougeole entre 2020 et 2022. Au niveau local, il importe qu’au moins 95% des enfants soient vaccinés pour éviter d’éventuelles flambées lors de l’importation du virus. En 2022, 92% des enfants européens avait reçu une deuxième dose de vaccin.

IRAN

Incendie dans un hôpital à Téhéran

Un incendie s’est déclaré jeudi dans un hôpital de Téhéran, provoquant des dégâts et l’évacuation de l’établissement, ont rapporté des médias officiels.

L’origine de l’incendie survenu en début de soirée n’a pas été précisée dans l’immédiat et aucune victime n’a été signalée. Le feu a détruit la façade d’une partie de l’hôpital Ghandi à Té-

héran, a indiqué l’agence de presse officielle Irna.

«Il y a eu un incendie du côté est de l’hôpital qui est en cours d’évacuation», a rapporté Irna, citant le directeur de l’établissement. Des pompiers ont été dépêchés sur les lieux et tentaient d’éteindre le feu, a rapporté la télévision d’Etat. En août, un incendie dans le Grand Bazar de Téhéran avait

endommagé plusieurs boutiques. En juin 2020, une puissante explosion provoquée par des bonbonnes de gaz ayant pris feu dans une clinique du nord de Téhéran a fait au moins 19 morts.

En janvier 2017, un incendie dans le centre commercial Plasco de 15 étages à Téhéran avait tué au moins 22 personnes, dont 16 pompiers.

ALLEMAGNE

Les congés de maladie pèsent sur l’économie en 2023

Un nombre inhabituellement élevé de salariés en congé maladie a contribué au recul global de l’économie allemande en 2023, a indiqué vendredi la Banque fédérale d’Allemagne, évoquant un «impact significatif» des arrêts de travail sur le pays. Des taux de maladie «relativement élevés» ont «freiné l’activité économique» en 2023, écrit la Bundesbank dans son bulletin mensuel qui analyse la performance de l’économie allemande au qua-

trième trimestre. La première économie de la zone euro est entrée dans une période de turbulence avec un Produit intérieur brut (PIB) en recul de 0,3% sur l’année 2023, a-t-elle mentionné. Son pilier, l’industrie exportatrice, a subi plusieurs chocs, entre faible demande extérieure, coûts de l’énergie et taux d’intérêts élevés, et incertitudes lézant les investissements. Mais un autre facteur jusqu’ici peu mis en avant a handicapé la production :

les absences au travail pour maladie. L’analyse de la Bundesbank est corroborée par une étude publiée vendredi par l’association allemande des laboratoires orientés recherche (VFA), selon laquelle le PIB allemand aurait augmenté de 0,5% en 2023 si les arrêts maladie avaient été dans la moyenne. Les absences ont dépassé l’an dernier leur record de 2022, selon la VFA. L’impact sur le PIB est de 0,8 point de pourcentage, soit un manque à ga-

gner de 26 milliards d’euros en 2023, dont 10 milliards pour l’industrie, selon Claus Michelsen et Simon Junker, économistes de la VFA. C’est même sans compter les pertes de recettes fiscales et le coût pour l’assurance maladie. Et l’année 2024 semble mal démarrer, les performances économiques allemandes pourraient «au mieux stagner au premier trimestre», prévient la Bundesbank.

APS

BISPHÉNOL A

Conseils pour réduire les risques

L'Agence nationale de sécurité sanitaire s'inquiète des risques sanitaires en cas de contact avec le bisphénol A, ce composé chimique présent dans de nombreux produits de la vie courante. Comment se protéger ? Nos conseils.

Un danger avéré

Les soupçons se confirment sur le bisphénol A (BPA). Alors que la fabrication et la vente de biberons contenant ce produit de synthèse sont interdites dans l'Union européenne depuis le 1er juin, les autorités sanitaires mettent de nouveau en garde contre ses dangers.

Le BPA est accusé d'être un perturbateur endocrinien qui favoriserait l'infertilité, le surpoids, les pathologies cardiovasculaires et le diabète.

Dans deux rapports rendus publics mardi, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) souligne les effets sanitaires «avérés» chez l'animal et «suspectés» chez l'homme, même à de faibles doses.

Face à ce constat, l'agence fixe comme objectif numéro un la protection des populations à risque : nourrissons, jeunes en-

fants, femmes enceintes ou mères qui allaitent. Elle demande notamment l'étiquetage de tous les produits contenant du bisphénol A.

Et enjoint les industriels d'identifier, d'ici la fin de l'année, des produits de substitution aux produits actuellement montrés du doigt. Et la liste est longue : emballages alimentaires, électroménager, CD, DVD, articles de sport...

Se protéger au quotidien

Quelques conseils de prévention s'imposent :

«On évite d'utiliser des bouteilles ou tout autre article en papier recyclable portant le code 7 inscrit à l'intérieur d'un triangle fléché, sauf s'il est indiqué «garanti sans bisphénol A».

«On préfère les biberons en verre, ou dans d'autres matériaux (polyéthylène, code 1 et 2, ou polypropylène, code 5). Il est plus judicieux de choisir [les plastiques alimentaires]

comportant sur l'emballage les codes 1, 2, 4 ou 5 notifiés dans un petit triangle, corrobore le Dr Laurent Chevallier, médecin consultant en nutrition attaché au CHU de Montpellier. Ce sont les plus sûrs vis-à-vis des différents perturbateurs endocriniens, qui comprennent plusieurs substances, dont le bisphénol A, mais également les phthalates.

«Si le code n'est pas précisé, on choisit des objets en plastique opaque, car seuls les plastiques transparents contiennent du BPA.

«On proscriit le polycarbonate, ce matériau plastique. Dans le doute, on évite de faire chauffer tout matériau plastique dans son four à micro-ondes. On préfère le verre et la céramique.

«On évite aussi les préparations pour les enfants dans des boîtes de conserve, leur paroi contient également du BPA.



Très mauvais pour l'intestin des bébés

L'exposition au bisphénol A (BPA), une molécule présente dans des récipients en plastique comme certains biberons, ou dans les revêtements intérieurs des boîtes de conserve, rendraient l'intestin plus sensible à la douleur.

C'est la conclusion d'une étude une étude publiée dans le *Journal Proceedings of the National Academy of Sciences*. Les chercheurs ont découvert que de très faibles doses de BPA affectent entre autres la perméabilité de l'intestin chez le rat.

Le BPA est capable de s'extraire des plastiques et résines, surtout lorsque ces derniers sont chauffés. Il est donc

détecté dans les urines et le sang d'une grande partie de la population européenne.

Les chercheurs ont découvert que le rat, exposé à de très faibles doses de BPA, connaît une douleur viscérale, et que les défenses de l'organisme contre l'inflammation digestive sont affectées. Cette exposition affecte également la perméabilité de l'intestin.

Ils ont aussi démontré un effet sur les rats nouveau-nés. Une exposition in utero et pendant l'allaitement augmenterait le risque de développer une inflammation intestinale sévère à l'âge adulte.

Les chercheurs de l'Institut national de la recherche

agronomique (Inra) ont démontré ces effets sur l'intestin des rats, exposés à une dose dix fois inférieure à la dose journalière pourtant considérée comme admissible par l'homme.

Ces doses sont définies par l'autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) et l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa), et établies à 0,05 milligrammes par kilo de poids du corps.

Outre ses effets sur l'intestin étudiés par les chercheurs, le bisphénol A est capable de se lier aux œstrogènes, les hormones sexuelles féminines, et de mimer leurs fonctions dans l'organisme.

Deux études l'accablent

Déjà interdit dans les biberons, le Bisphénol A fait de nouveau parler de lui dans deux études scientifiques.

Décidément, le bisphénol A (BPA) ne cesse de faire polémique. Ce composé chimique présent dans de nombreux plastiques et conserves alimentaires, vient d'être mis en cause dans deux études.

La première, dirigée par des chercheurs de l'Inra, à Toulouse, montre que le BPA se transmet aussi par la barrière cutanée. Jusque-là, on pensait surtout qu'il pouvait s'ingérer.

Cette étude a été réalisée sur des oreilles de porc (très semblables à la peau humaine) et montre que deux tiers du BPA déposé sur ces tissus ont traversé la barrière cutanée. D'autres études avaient remarqué cette source d'exposition sur des hôtes de caisse, qui sont souvent en contact avec des papiers thermiques (tickets de caisse, ...) et qui avaient davantage de BPA dans leur organisme que la majeure partie de la population.

La seconde, parue dans le journal *Fertility and sterility*, a étudié des ouvriers chinois, ex-

posés professionnellement au BPA. Il en ressort qu'une quantité de BPA supérieure à la normale dans les urines de ces ouvriers indique une diminution de concentration du sperme et une baisse de vitalité des spermatozoïdes. Le Bisphénol A serait donc nocif pour la fertilité des hommes...

En attendant des recherches plus complètes, soyez prudents et tentez de limiter votre exposition au BPA. Toutes nos règles de prudence dans notre article «Comment réduire votre exposition au Bisphénol A».

L'exposition au bisphénol A devrait être divisée par 10



L'Autorité européenne pour la sécurité des aliments (Efsa) estime que l'exposition au bisphénol A devrait être divisée par 10 par rapport aux recommandations actuelles. Car cette exposition a des effets sur le foie, les reins et les glandes mammaires.

L'Efsa, l'autorité européenne pour la sécurité des aliments, a passé en revue près de 450 études publiées sur le bisphénol A (BPA) et vient d'en tirer comme conclusion que l'exposition au BPA peut être nocive pour l'être humain, affectant notamment le foie, les reins et les glandes mammaires. Ce n'est, pour l'instant, qu'une conclusion d'étape, précédant l'avis définitif qui est attendu pour le mois de mars prochain.

Les effets possibles du BPA sur les systèmes reproductif, nerveux, immunitaire, métabolique et cardiovasculaire, ainsi que sur le développement de cancers pourraient constituer une préoccupation potentielle pour la santé humaine, estime l'agence européenne qui recommande donc que les seuils d'exposition au BPA soit divisés par 10, par rapport au seuil tolérés aujourd'hui. Ce seuil passerait ainsi de la dose journalière tolérable actuelle de 50 µg par kg de poids corporel et par jour à 5 µg par kg par jour.

Dans son rapport d'étape, l'Efsa recommande également que le taux de BPA présent dans les emballages alimentaires soient réduits de 90%.

Rappelons que le bisphénol A (BPA) est une substance chimique principalement utilisée en association à d'autres substances chimiques pour la fabrication de plastiques transparents et de résines, notamment certains plastiques d'emballage. Il peut migrer en petites quantités dans les aliments et les boissons stockées dans des matériaux qui contiennent cette substance. C'est pourquoi depuis le mois de juin dernier, la vente et la fabrication de biberons contenant du BPA sont interdites au sein de l'Union européenne.

De l'Agence Efsa

FAUSSE COUCHE

Le Bisphénol A augmente le risque

Les couples qui essaient de concevoir devraient éviter tout contact avec des produits contenant du Bisphénol A, rapporte une étude américaine.

Le Bisphénol A, un composé chimique soupçonné d'être un perturbateur endocrinien, peut mettre en danger votre futur bébé. Les chercheurs de la Stanford University en Californie ont découvert que les femmes enceintes contenant une dose élevée de bisphénol A (BPA) dans le sang augmentent de 80% leur risque de faire une fausse couche.

Le Bisphénol A est accusé de perturber le métabolisme et de favoriser le surpoids, les maladies cardiovasculaires et l'infertilité.

Dans cette étude américaine, les scientifiques ont mesuré le niveau du BPA dans différents produits en plastiques de la vie courante potentiellement manipulés par les femmes enceintes : lunettes de soleil, bouteilles en plastique, emballages de CD...

Cette présence toxique a poussé le Dr Ruth Lathie à mettre en garde les femmes enceintes : «Jusqu'à ce que d'autres études soient réalisées, les femmes ayant subi une fausse couche inexpliquée devraient éviter l'exposition au BPA afin d'éloigner ce facteur de risque potentiel».

Eviter les emballages alimentaires plastiques

Pas facile d'éviter le contact avec les emballages contenant du BPA mais certains bons gestes peuvent limiter les risques : «Éviter tout contenant en plastique qui sert



à cuisiner ou à réchauffer la nourriture, puisque les substances chimiques sont à leur plus haute niveau quand ils sont soumis

à haute température», conseille le Dr Lathie qui a réalisé l'étude pour la Miscarriage association.

Les bébés plus exposés au Bisphénol A

Les enfants en bas âge, notamment ceux nourris au biberon, seraient plus exposés au Bisphénol A que les adultes, selon une étude européenne menée par des chercheurs suisses.

Selon cette étude, le Bisphénol A serait plus dangereux pour le développement des enfants en bas âge et des fœtus que pour les adultes déjà formés.

En étudiant 17 sources potentielles d'exposition au Bisphénol A auprès de neuf groupes de personnes d'âge et de sexe différents, les chercheurs suisses ont remarqué que les sujets les plus exposés au Bisphénol A étaient les enfants nourris au biberon de 0 à 6 mois. Le taux de Bisphénol A constaté pour ce groupe est de 0,8 microgrammes par kilogramme par jour, une consommation

quotidienne néanmoins inférieure au seuil exigé par les autorités européennes (50 microgrammes par kilogramme quotidiens).

«Les différents stades de développement du jeune être humain (fœtus, nourrisson et enfant) semblent beaucoup plus exposés que les adultes», indique Natalie von Goetz, principale auteure de l'étude, publiée dans le magazine *Risk Analysis*.

Obésité des enfants : le bisphénol A pointé du doigt

Une étude menée aux États-Unis associe, pour la première fois, le Bisphénol A, présent notamment dans les boîtes de conserve et les cannettes, à l'obésité chez les enfants.

«Il est clair qu'une mauvaise alimentation et que l'absence d'activité physique sont responsables de l'obésité chez les enfants. Mais l'histoire ne s'arrête pas là» affirme le Dr Leonardo Trasande, pédiatre et professeur de médecine environnementale à l'Université de médecine de New-York. Une étude qu'il a dirigée auprès de 3 000 enfants et adolescents, vient en effet de faire un lien entre l'exposition au bisphénol A et le risque d'obésité. «Notre étude laisse à penser qu'il faut aussi prendre en compte des causes environnementales potentielles, particulièrement chimiques, qui pourraient être un facteur de plus contribuant à l'obésité».

Cette étude, menée de 2003 à 2008, a notamment comparé le taux de BPA dans les urines et le poids des enfants, qui, selon les résultats, ont été divisés en quatre groupes. Environ 22% des enfants avec le taux le plus



élevé de BPA étaient obèses contre seulement 10% chez ceux avec les niveaux les plus faibles.

«Mais le plus important dans cette étude, c'est qu'elle a montré que les enfants qui avaient un important taux de Bisphénol A dans les urines avaient 2,6 fois plus de risques d'être obèse tout en ayant une alimentation saine et en n'avalant aucun surplus de calories. Ce qui semble indiquer que le bisphénol modifie réellement le métabolisme des enfants» insiste le Pr Trasande.

D'autres études ont déjà pointé du doigt les dangers du Bisphénol A, qui est employé dans la fabrication de nombreux récipients alimentaires ou dans les couches intérieures des cannettes. On sait que les fillettes exposées in utero au bisphénol A ont des risques accrus d'anxiété ou d'hyperactivité, que l'exposition au bisphénol A a des conséquences néfastes sur les connexions du cerveau et sur la vitalité des spermatozoïdes...

Rappelons que le Parlement français a voté une interdiction totale du Bisphénol A pour tous les récipients alimentaires à partir de 2014 et dès 2013 pour les produits destinés aux enfants de moins de trois ans.



NIGER

Annulation d'une visite de la Cedeao à cause de "problèmes techniques" sur un avion

Une délégation de la Cedeao a dû annuler au dernier moment une visite à Niamey où elle devait rencontrer jeudi les autorités locales, en raison de "problèmes techniques" sur son avion, a expliqué l'institution vendredi, dans un communiqué.

"La délégation de la Communauté a passé toute la journée de jeudi à l'aéroport d'Abuja, prête à se rendre à Niamey. Malheureusement, en raison de problèmes techniques de l'avion que la Com-

mission avait affrété, le vol spécial devant conduire la délégation d'Abuja à Niamey n'a pu être effectué", a indiqué la Commission de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Ce-

deao) dans son communiqué. Elle y affirme avoir "présenté ses regrets" aux autorités nigériennes et "fait part de sa détermination à trouver une nouvelle date".

AFRIQUE DE L'EST

La CAE appelle à la coopération transfrontalière pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé

La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), une organisation intergouvernementale régionale composée de huit Etats membres, a appelé vendredi au renforcement de la coopération transfrontalière pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé transnational dans la région. Selon un communiqué de la CAE, cet appel a été lancé par le secrétaire général adjoint de la CAE, Andrea Aguer Ariik Malueth, lors

de la session d'ouverture d'une conférence régionale de deux jours sur l'immigration et la gouvernance des frontières dans la capitale burundaise Bujumbura.

Le communiqué indique que la conférence "vise à explorer la dynamique et le paysage migratoire en constante évolution, en se concentrant sur la façon dont une gestion meilleure et intégrée de la migration peut soutenir les questions de développement

dans la région". M. Malueth a déclaré que l'un des domaines clés du processus d'intégration de la CAE était de promouvoir et de renforcer la paix et la sécurité dans la région et le bon voisinage, ajoutant que le terrorisme et la criminalité organisée transnationale prenaient de nombreuses formes, y compris la violence organisée, les crimes financiers, le trafic de stupéfiants et d'êtres humains, le trafic de mi-

grants, la piraterie et la cybercriminalité. "Il est essentiel que les Etats membres de la CAE travaillent ensemble et veillent à ce que les populations bénéficient des fruits de l'intégration, tels que l'amélioration des moyens de subsistance", a-t-il déclaré. Les Etats membres de CAE sont le Burundi, la République démocratique du Congo (RDC), le Kenya, le Rwanda, le Soudan du Sud, l'Ouganda, la Tanzanie et la Somalie.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

19 civils tués dans l'explosion d'une bombe à l'est du pays (armée)

Au moins 19 civils ont trouvé la mort jeudi dans l'explosion d'une bombe dans la cité de Mweso, en territoire de Masisi de la province du Nord-Kivu à l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a indiqué l'armée dans un communiqué.

Le porte-parole de l'armée congolaise dans la province du Nord-Kivu, a indiqué que la bombe est tombée sur des maisons suite

aux multiples attaques sans succès lancées par les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) sur les positions de l'armée dans les cités de Kanyangwe, Mweso et autres dans le territoire de Masisi depuis quelques jours.

Ayant constaté la perte du contrôle de la cité de Mweso, les rebelles du M23 ont, dans leur fuite, largué à l'aveuglette des bombes au mortier 120 orientées dans ladite

cité, tuant ainsi 19 personnes et en blessant 27 parmi les civils innocents.

L'armée a indiqué avoir réussi à repousser les rebelles au-delà de la cité de Mweso. Depuis plusieurs jours, de violents combats opposent l'armée congolaise et les rebelles du M23 dans différents villages et cités dans les territoires de Masisi et Rutshuru de la province du Nord-Kivu.

SOUDAN

Déplacement massif du Kordofan occidental soudanais à la suite d'affrontements

Les Nations unies ont annoncé, jeudi, un déplacement massif de civils de la ville de Babanusa dans l'Etat du Kordofan occidental, au sud du Soudan, à la suite des combats qui durent depuis 3 jours entre l'armée soudanaise et les

Forces de soutien rapide (FSR).

Le Bureau des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a déclaré dans un communiqué que "les affrontements ont repris entre les forces armées soudanaises et les FSR

dans la ville de Babanusa, le 23 janvier". Ces affrontements ont entraîné "un déplacement à grande échelle de civils dans toute la ville", a affirmé la même source. Le bureau de l'ONU a noté que "les estimations concernant le nombre de personnes

déplacées n'ont pas encore été confirmées". Depuis la mi-avril 2023, l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide mènent une guerre qui a fait plus de 13 000 morts et plus de 7 millions de déplacés et réfugiés, selon les Nations unies.

SOMALIE

L'ONU met en garde contre les effets des inondations dévastatrices, de l'invasion des criquets pèlerins et du Covid sur les Somaliens

Les Nations Unies ont mis en garde contre les impacts humanitaires majeurs des inondations dévastatrices que connaît actuellement la Somalie, qui ont entraîné le déplacement d'environ un demi-million de personnes dans le centre du pays, à la fois alors que la Somalie souffre également d'être exposée à une invasion de criquets pèlerins et aux effets d'une épidémie du Covid-19, selon des médias.

Le chef du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires en Somalie, Justin Brady, a confirmé dans des

déclarations à la presse que l'aggravation de la crise en Somalie menace la sécurité publique, puisque près de 500 000 personnes ont été déplacées en raison des récentes inondations dans les régions du centre de la Somalie, alors que le pays est également confronté à une invasion "de graves criquets pèlerins menaçant la sécurité alimentaire et la nutrition de nombreuses personnes". Dans le même temps, "la Somalie réagit à l'apparition de la pandémie de coronavirus", a-t-il ajouté.

Il a appelé tout le monde à tendre

la main à la Somalie pour éviter le pire, à la lumière des inondations, de l'invasion des criquets pèlerins et de la propagation du virus Corona auxquels le pays est confronté. Pour sa part, le représentant de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Somalie, Etienne Peterschmidt, a averti qu'il est possible que d'ici septembre prochain, le nombre de Somaliens confrontés à l'insécurité alimentaire ou à la faim extrême augmente d'un demi-million de personnes, en raison des effets de l'actuelle résurgence du criquet pèlerin en Somalie.

NIGERIA

94 hommes armés présumés tués en une semaine

Au moins 94 hommes armés présumés ont été tués lors de divers raids menés par l'armée nigérienne au cours de la semaine dernière, a fait savoir, vendredi, l'armée.

Dans une déclaration aux médias, le porte-parole de l'armée, Edward Buba, a déclaré qu'"au moins 214 kidnappeurs et voleurs de pétrole présumés avaient également été arrêtés au cours de cette période" Il a ajouté que "29 otages ont été libérés par les troupes, tandis que 168 membres de différents groupes terroristes et des membres de leurs familles se sont rendus aux forces gouvernementales entre le 17 et le 24 janvier".

SÉNÉGAL

Environ 3,8 milliards de dollars d'impôts collectés en 2023

Les impôts recouvrés par le Sénégal en 2023 se sont élevés à 2,300 milliards de francs CFA (environ 3,8 milliards de dollars), soit 85% de l'objectif que le pays s'était fixé, a annoncé le directeur général des impôts et des domaines, Abdoulaye Diagne.

Ce résultat est "la confirmation d'une dynamique de performance" depuis ces dix dernières années, a-t-il indiqué jeudi à Dakar lors de la rentrée fiscale de la Direction générale des impôts et des domaines (DGID).

"Notre objectif pour 2024 est de collecter 2,700 milliards" et, pour y arriver, la DGID s'apprête à mettre en place un dispositif légal et technique de facturation électronique, a-t-il ajouté. Cette innovation va faciliter le suivi des flux financiers en temps réel, a expliqué M.

Diagne, souhaitant que le Sénégal fasse autant que les pays modèles en matière de numérisation de l'administration publique. Il a par ailleurs souligné qu'il était prévu "une départementalisation progressive" afin de permettre à la DGID de se rapprocher de ses usagers.

ZIMBABWE

Le leader de l'opposition va lancer un nouveau parti politique

Le leader de l'opposition au Zimbabwe, Nelson Chamisa, a indiqué qu'il allait lancer une nouvelle formation, déclarant vendredi qu'il resterait en politique, au lendemain de son annonce qu'il quittait son propre parti.

M. Chamisa, qui a perdu en août une élection qu'il a qualifiée de frauduleuse au profit du président Emmerson Mnangagwa, 81 ans, a déclaré qu'il était prêt pour "un nouvel élan" après avoir quitté la Coalition des citoyens pour le changement (CCC).

"Je n'abandonnerai certainement pas, car les gagnants n'abandonnent pas. Et ceux qui abandonnent ne gagnent jamais", a-t-il déclaré dans un entretien à Harare. Il a décidé de quitter le parti qu'il a créé il y a seulement deux ans pour "tirer un trait sur le passé", estimant qu'il avait été corrompu par le parti au pouvoir, la ZANU-PF. "Trop c'est trop", a-t-il souligné, affirmant chercher "une nouvelle approche, une nouvelle voie, un no

KENYA

Le déploiement de policiers en Haïti jugé "illégal" par la justice

Un tribunal kényan a bloqué vendredi la décision "inconstitutionnelle, illégale et invalide" du gouvernement de déployer un millier de policiers en Haïti, en proie à la violence de gangs, dans le cadre d'une mission soutenue par l'ONU, ont rapporté, vendredi, des médias locaux.

Cette décision marque un coup d'arrêt à la force multinationale très attendue pour tenter d'endiguer le chaos grandissant dans ce petit Etat caribéen, où la violence des gangs a fait près de 5.000 morts, dont plus de 2.700 civils, en 2023, selon un rapport mardi du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres.

Face aux appels de plus en plus pressants du gouvernement haïtien et de l'ONU, le Kenya avait accepté de mener cette force de 2.500 à 2.600 hommes, espérée "au cours du premier trimestre 2024", selon la représentante spéciale adjointe de l'ONU en Haïti. Mais cette décision, validée par le parlement kényan le 16 novembre, avait suscité une vive contestation dans ce pays d'Afrique de l'Est. Jeudi, le ministre haïtien des Affaires étrangères avait une nouvelle fois exhorté à l'envoi rapide de renforts sur l'île. Le Kenya a déjà participé à plusieurs opérations de maintien de la paix dans des pays voisins (RDC, Somalie) et dans d'autres parties du monde (Libéria, Timor oriental, ex-Yougoslavie...).

APS

PALESTINE

Ghaza: La CIJ ordonne à l'entité sioniste de cesser de cibler les civils et de garantir l'aide humanitaire

La Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné à l'entité sioniste, vendredi, de garantir en urgence, l'acheminement des aides humanitaires sans obstacles au profit des habitants de Ghaza, de sanctionner les responsables sionistes incitant à des actes de génocide et de cesser de cibler des civils et des infrastructures de base.

Le 29 décembre dernier, l'Afrique du Sud a intenté auprès de la CIJ un procès contre l'entité sioniste pour crimes

génocidaires à Ghaza. L'examen de la plainte par la CIJ a eu lieu en deux séances les 11 et 12 janvier.

L'Afrique du Sud espère que l'entité sioniste respectera l'arrêt de la Cour internationale de justice

L'Afrique du Sud espère que l'entité sioniste respectera l'arrêt de la Cour internationale de justice (CIJ) des Nations unies et prendra des mesures pour empêcher les actes de génocide, a déclaré le ministre sud-africain de la Justice et des Services correctionnels, Ronald Lamola.

"L'Afrique du Sud garde l'espoir que l'entité sioniste agira conformément à l'arrêt rendu vendredi par la

Cour internationale de justice des Nations unies, selon lequel il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher un génocide à Ghaza", a indiqué Lamola, cité par des médias.

La Cour internationale de justice des Nations unies a statué que, conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de la Convention sur le génocide contre les Palestiniens

dans la bande de Ghaza, l'entité sioniste "doit prendre toutes les mesures possibles pour empêcher tous les actes relevant de la Convention sur le génocide", a affirmé la présidente de la Cour, Joan Donoghue.

La CIJ a également ordonné à l'entité sioniste de présenter un rapport sur les mesures prises dans un délai d'un mois. "L'arrêt de la Cour est contraignant", a ajouté la présidente.

UNION EUROPÉENNE

Le président du Conseil européen annonce qu'il renonce à se présenter aux élections prévues début juin

Le président du Conseil européen Charles Michel a annoncé vendredi qu'il renonçait finalement à se présenter aux élections au Parlement européen prévues début juin, dénonçant ce qu'il estime être des "attaques personnelles". Il y a moins de trois semaines, le responsable belge de 48 ans, qui préside depuis quatre ans les réunions des chefs d'Etat ou de gouvernement des 27 pays de l'UE, avait créé la surprise en an-

nonçant qu'il entendait quitter prématurément ses fonctions, dès juillet, pour se consacrer à la campagne des européennes. "Les attaques personnelles prennent de plus en plus le pas sur les arguments factuels", a-t-il déploré dans un texte publié vendredi. "Je ne serai pas candidat lors des élections européennes", a-t-il ajouté, martelant sa volonté de mener à bien ses responsabilités actuelles "avec dé-

termination" jusqu'à leur terme. Prévu du 6 au 9 juin dans les 27 pays de l'UE, les élections européennes déboucheront sur un renouvellement des têtes des principales institutions de l'UE qui doit refléter l'équilibre politique issu du scrutin. L'annonce-surprise de Charles Michel de début janvier avait bousculé le calendrier, soulevant d'épineuses questions autour de sa succession et lançant, par ri-

cochet, la course aux "top jobs" à Bruxelles. Elle avait aussi suscité de vives critiques, venant parfois de son propre camp politique.

"Le capitaine quitte le navire au milieu d'une tempête" avait ainsi lancé l'eurodéputée néerlandaise Sophie in't Veld, issue de Renew Europe (centristes et libéraux). Charles Michel avait été choisi en 2019 pour succéder au Polonais Donald Tusk à la tête du Conseil européen.

AUTRICHE

Des dizaines de milliers de manifestants contre l'extrême droite

L'Autriche a été à son tour gagnée vendredi par des manifestations partielles d'Allemagne et dénonçant le "racisme" de l'extrême droite, avec une mobilisation massive de plusieurs dizaines de milliers de personnes. A Vienne, 35.000 manifestants selon la police, 80.000 selon les organisateurs, se sont réunis en début de soirée devant le Parlement, sur la célèbre avenue du Ring, malgré la pluie. La manifestation était organisée par Fridays for Future, qui dénonce l'opposition de l'extrême droite aux mesures contre le réchauffement climatique, aux côtés de deux associations. Le parti social-démocrate SPÖ et les écologistes s'y sont associés, tout comme l'organisme Caritas et plusieurs syndicats. "Certains d'entre nous ont déjà fait leurs valises ou réfléchissent au pays dans lequel ils

pourraient s'enfuir", a déploré la conseillère municipale social-démocrate d'origine congolaise Mireille Ngosso, également militante de "Black Voices Austria", citée par la télévision publique ORF.

D'autres rassemblements ont eu lieu dans les villes de Salzbourg et d'Innsbruck avec un mot d'ordre similaire. Comme en Allemagne, le sur-saut a été provoqué par la révélation le 10 janvier par un média d'investigation allemand d'une réunion en novembre à Potsdam, lors de laquelle un projet d'expulsion massive de personnes étrangères ou d'origine étrangère a été discuté.

Plus de 200 manifestations sont encore programmées dans toute l'Allemagne au cours de ce week-end - en majorité dans des villes moyennes, dont un certain nombre dans l'est du

pays où le parti allemand d'extrême droite AfD obtient ses meilleurs résultats électoraux. Contrairement à sa voisine, l'Autriche connaît une extrême droite implantée politiquement depuis les années 1980. C'est dans ce pays qu'elle a été associée au pouvoir au niveau national, pour la première fois au sein de l'Union européenne, en 2000: 250.000 personnes avaient alors protesté dans la rue contre le succès du tribun Jörg Haider. Le FPÖ a de nouveau gouverné, toujours en coalition avec les conservateurs, entre 2017 et 2019, grâce aux bons scores d'un autre de ses dirigeants, Heinz-Christian Strache. Des élections législatives doivent avoir lieu dans les prochains mois en Autriche, mais aucune date n'a pour l'instant été annoncée pour la tenue du scrutin.

FINLANDE

Plusieurs syndicats menacent d'une grève générale début février

Plusieurs syndicats finlandais de divers secteurs ont brandi, vendredi, la menace d'entamer un vaste mouvement de grève à partir du 1er février prochain pour contester un projet gouvernemental de réforme du marché du travail.

Le syndicat des secteurs public et social (JHL), qui compte quelque 165.000 membres, a annoncé qu'il entendait mettre à l'arrêt le trafic aérien les 1er et 2 février, d'autres syndicats appelant à la grève dans de

nombreux pans de l'économie finlandaise (industrie, commerce de détail, restaurants...).

Le syndicat appelle aussi les employés du secteur de l'énergie à cesser le travail les 1er et 2 février, avec d'autres syndicats du secteur. "De nombreuses entreprises responsables de la construction et de la maintenance des réseaux électriques seront parties prenantes de la grève", selon le communiqué de JHL. "Nous sommes contraints de faire grève

parce que le gouvernement cherche à affaiblir considérablement le marché du travail et refuse de négocier avec les employés", déclare Hakan Ekström, président par intérim de JHL, cité dans le communiqué.

Le gouvernement a récemment annoncé vouloir "promouvoir la création d'un modèle de marché du travail tourné vers l'exportation" afin de "renforcer la compétitivité de la Finlande à long terme".

Il veut mettre l'accent sur le changement des rè-

gles finlandaises en matière de conventions collectives et a déclaré qu'il "étudierait les moyens d'empêcher les actions syndicales".

L'exécutif finlandais a annoncé mi-janvier la nomination d'un groupe de travail pour préparer "des amendements à la loi". D'autres syndicats ont appelé à la grève la semaine prochaine, affectant le fonctionnement des écoles, des services de santé, des crèches et des services postaux.

COLOMBIE

Bogota rappelle son ambassadeur en Argentine sur fond de tension diplomatique

Le gouvernement colombien a décidé vendredi de rappeler son ambassadeur en Argentine pour consultations après les propos controversés du président argentin Javier Milei, qui a qualifié le président colombien Gustavo Petro de "meurtrier communiste". Dans une interview accordée à la journaliste Patricia Janiot, M. Milei a qualifié M. Petro de "meurtrier communiste qui ruine la Colombie". L'interview, diffusée sur le compte YouTube de Mme Janiot, a provoqué des tensions diplomatiques entre les deux pays d'Amérique du Sud. En réponse aux commentaires de M. Milei, le ministère colombien des Affaires étrangères a publié une déclaration condamnant ses propos comme étant "irrespectueux et irresponsables". Pour lui, de tels commentaires "violent les liens profonds d'amitié, de compréhension et de coopération qui ont historiquement uni la Colombie et l'Argentine".

ARGENTINE

Le gouvernement argentin retire des réformes fiscales du projet de loi "omnibus"

Le gouvernement ultralibéral de Javier Milei en Argentine a retiré des réformes fiscales clefs de sa vaste loi dite "omnibus", après leur rejet par l'opposition, a annoncé le ministre de l'Economie Luis Caputo.

"Nous avons écouté tout le monde et, en fait, nous partageons une bonne partie de leurs demandes", a affirmé M. Caputo, lors d'une conférence de presse vendredi. Le gouvernement retirera notamment les articles relatifs à la modification de l'impôt sur le patrimoine, sur les hauts revenus et le calcul de la hausse des retraites, a-t-il indiqué.

La loi dite "Omnibus" est un pharaonique train de réformes dérégulatrices ou d'austérité (664 articles initiaux) touche-à-tout, du système électoral aux privatisations, des retraites au Code pénal, de l'éducation à la culture ou au divorce.

Elle pourrait voir près d'un tiers de ses dispositions ne pas être approuvées, a mis en garde l'opposition au sein de la Chambre des députés. Le retrait du chapitre fiscal de la loi "ne signifie pas que nous allons renoncer à notre engagement de parvenir à l'équilibre fiscal, à notre objectif de déficit zéro", a cependant souligné M. Caputo.

"Nous allons simplement nous donner un peu plus de temps pour négocier les réformes", a-t-il ajouté. Une mouture du texte doit en principe être examinée par la Chambre des députés à partir de mardi.

Il lui faudra ensuite passer devant le Sénat. Le parti de M. Milei n'est que la 3e force au Parlement, ce qui contraint l'exécutif à faire des compromis.

PHILIPPINES

L'armée dit avoir tué neuf terroristes

L'armée philippine a annoncé samedi avoir tué neuf terroristes rattachés au groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech), lors d'un accrochage dans le Sud du pays, dont trois auteurs présumés d'un attentat à la bombe meurtrier contre une messe début décembre. Quatre militaires ont été blessés dont deux grièvement lors des combats survenus jeudi dans des montagnes près de Marawi, sur l'île de Mindanao, a précisé le général de brigade Yegor Rey Barroquillo qui commandait l'unité.

Les neuf activistes abattus étaient membres du groupe Maute, la branche locale de l'EI, et "trois avaient directement participé à l'attentat" qui avait fait quatre morts et 50 blessés le 4 décembre à Marawi, a-t-il ajouté. Les forces de l'ordre recherchent toujours trois personnes suspectées d'être impliquées dans cet attentat dont son cerveau présumé, surnommé "l'Ingénieur", a poursuivi l'officier. Au terme de l'opération, qui s'est déroulée dans un hameau isolé de Piagapo où les hommes armés avaient trouvé refuge, "six (éléments armés) ont réussi à s'échapper, et nous pensons que l'Ingénieur en faisait partie", a confié Yegor Rey Barroquillo. Les Philippines ont signé en 2014 un accord de paix avec le plus grand groupe rebelle du pays, le Front Moro de libération nationale, mettant ainsi fin à sa sanglante insurrection armée. Mais de plus petits groupes d'insurgés se sont opposés à l'accord de paix, dont certains ont fait allégeance à l'EI, et des attaques visant notamment des bus, des marchés ou des lieux de cultes continuent de se produire.

CINÉMA

"Azar" (racine) de Malik Bourkache présenté en première à Bejaia

Le cinéaste et journaliste, Malik Bourkache, à présenté, jeudi soir à la cinémathèque de Bejaia son dernier documentaire intitulé "Azar" qui signifie littéralement "racine", dont la projection à ostensiblement séduit.

D'une durée de 72 minutes, le film est une immersion sans fard dans les traditions kabyles et l'attachement farouche des femmes des montagnes à les préserver, voire à les développer dans un monde en évolution frénétique. Chabha, Dahbia, et Kissa, pourtant ne baissant pas les bras, font de la résilience dans leur village, en essayant de vivre à la manière ancestrale, cousant et tissant leurs propres vêtements, façonnant leurs propres articles de ménages, semant et cueillant leurs propres potagers et labourant leurs terres selon des

métiers à l'ancienne, hérités de plusieurs générations. A l'évidence, elles sont fatiguées à force de répéter quotidiennement les mêmes gestes et d'enchaîner à n'en pas finir les tâches, mais elles sont heureuses et surtout en bonne santé, répétant en leitmotiv que "le travail, c'est la santé".

"La terre nous occupe et nous distrait", confie Dahbia qui, du haut de ses 70 ans, affirme être saine de toute maladie. "Je n'ai ni diabète, ni cholestérol, ni tension", avoue-t-elle non sans un brin de fierté, relevant qu'elle se nourrit de produits de la terre

poussant sans pesticides et arrosés à l'eau potable, multipliant les gestes d'agilité, allant même jusqu'à escalader un pommier pour en puiser les fruits dont elle a besoin.

Les trois bonnes femmes ne jouent pas et ne tiennent pas un rôle selon les directives du réalisateur, mais se dévoilent naturellement en laissant parler leur inspiration et leur humour tout aussi naturel que décupant. Mais tout cela commence à aller à vau-l'eau, car les jeunes ne s'y intéressent plus, attirés par les nouveaux métiers et la vie moderne. "Contrairement à

notre génération qui a vécu dans le dénuement et la rudesse, ils (les jeunes) n'ont plus de rapport à la terre", dira Kissa, très philosophe, voire compréhensive, mais néanmoins déterminée à maintenir la flamme de vie qui l'anime. "Je vivrai ainsi jusqu'à la dernière minute", promet-elle avant de s'effacer pour aller nourrir son capricieux chat. Un film captivant qui plonge dans l'histoire récente, coule comme une rivière tranquille, mais qui cache un monde pétillant qui semble sortir droit d'une œuvre de fiction.

LITTÉRATURE

L'auteure Alima Abdhat: au nom de la vie et du partage

Vivre pleinement sa vie dans l'ouverture, le partage et le respect des autres est une valeur universelle, érigée sur le socle du vivre ensemble et de l'humanisme que l'auteure Alima Abdhat prône dans ses poésies qui se dressent telle une tribune pour revendiquer le bien être, dénoncer l'injustice et rappeler la profondeur historique de l'abjection et la barbarie sioniste. Dans un entretien accordé à l'APS, à l'occasion de la parution aux éditions Anep de, "Telle une chair tatouée", son dernier recueil de poésie conçu dans l'élan d'un bel hommage au pouvoir des mots, Alima Abdhat livre sa vision d'intellectuelle engagée sur, entre autre, le rôle de la poésie à permettre à l'individu de méditer sa condition, miroir de celle de l'autre, et bien la saisir pour se résoudre ensuite à aller de l'avant et tenter de pousser au change-

ment, défiant les contre-courants de l'adversité. Ainsi, pense-t-elle, la poésie est un "Appel", mais au sens d'"aspiration", "mobilisation" ou encore de "revendication", qu'elle tente de traduire à travers le lyrisme de la poésie, dont le rôle serait de "rompre les digues et dégivrer les mers intérieures" en chaque individu, estimant que le droit à disposer de sa vie est "le fondement même de la liberté humaine" tout en se gardant, de tout "individualisme" isolant car, précise-t-elle, "nous vivons avec les autres". Parlant de son dernier recueil, l'auteur explique qu'il est présenté comme une "illustration cinématographique", une métaphore consistant à "recueillir des images et impressions disparates, oubliées et reléguées voire refoulées aux arrière-plans, mais qui demeurent indélébiles comme des tatouages sur une chair (d'où

le titre du recueil)" qu'elle a tenté d'ordonner au mieux dans un montage de "rushes" récupérés des "fonds de tiroirs de la mémoire" pour les rendre en cinq thématiques complémentaires d'une même vision existentielle. "Les raisons qui motivent un auteur à écrire et publier sont celles-là même qui poussent un cœur à battre : la vie" a encore souligné la poétesse en réponse à une question sur l'acte d'écrire et les raisons de la publication, justifiant ses choix entre prose et texte versifié par la "présence de logiques de sens, de sonorité et de rythme intrinsèques à une poésie, qui exigent même parfois, un agencement graphique". "Imposer une forme en prose ou en vers à un poème au mépris de sa texture, c'est le tuer et il n'en restera, au mieux sur la feuille -devenue lin-céul-, qu'un fœtus avorté", a-t-elle

martelé. Evoquant la "frustration d'un ressourcement inachevé dans la langue arabe classique", la poétesse rappelle son attachement naturel à ses racines, précisant que dans ses poésies, l'utilisation du Français n'intervenait que sur le plan formel, c'est à dire celui de la langue, alors que le discours, lui, est entièrement dédié à la Culture et au terroir algériens. "Ecrire et lire n'est en fait que penser et panser", affirme Alima Abdhat qui relève que les tourments et les souffrances étaient communs à l'auteur et au lecteur, et que l'appel à la vie et au partage, exigeait de rappeler la profondeur historique de la blessure palestinienne qui vit au rythme des génocides et des crimes de guerre, lâchement perpétrés par l'armée terroriste de l'entité sioniste. Dans "L'oiseau du soleil", une des poésies poi-

gnantes de son dernier recueil, Alima Abdhat rappelle, à qui voudrait bien l'entendre, la détresse absolue du peuple palestinien par la voix d'un oiseau qui dit "venir d'un pays où les chemins sont des entonnoirs menant tous à un Mur ...". Un pays, poursuit-elle, "où le ciel est un dôme de fer bleu tel un orage, hanté de dragons furtifs qui chuintent à briser le Mur du son, se repaissent du sang de la terre, des arbres, des sources, des humains, Hommes, femmes, enfants, nourrissons, fœtus réduits au destin d'insectes emmurés, grouillant dans le labyrinthe". Dans un plaidoyer poétique aux vers libres déployés tel un réquisitoire à l'esthétisme révolté, Alima Abdhat énumère les chefs d'accusations sur lesquels les criminels de l'entité sioniste doivent répondre devant la justice et l'histoire.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

UNESCO

Forum mondial sur l'éthique de l'intelligence artificielle en février

L'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) a annoncé jeudi qu'elle organiserait un forum mondial axé sur l'éthique de l'intelligence artificielle (IA) les 5 et 6 février à Kranj en Slovénie.

Les ministres et représentants des 194 Etats membres de l'UNESCO se réuniront pour faire le point sur les progrès accomplis en matière de gouvernance mondiale de l'IA, à l'invitation de la directrice générale Audrey Azoulay et du premier Ministre slovène Robert Golob.

Ce forum leur permettra aussi d'échanger sur les réglementations nationales qu'ils élaborent afin de veiller à ce que cette technologie serve le bien commun, a prévu l'UNESCO dans un communiqué.

Lors de ce forum mondial sur l'éthique de l'IA, les 194 Etats membres de l'UNESCO feront état de leurs progrès récents et des projets en cours. Ils renforceront également leur coopération en partageant leurs bonnes pratiques réglementaires afin d'éviter un "Far West de l'IA" et s'assurer que cette technologie serve le bien commun.

Le premier jour du Forum, une dizaine de groupes privés internationaux signeront la Recommandation de l'UNESCO, s'engageant ainsi à appliquer les principes éthiques qu'elle énonce. L'UNESCO veut ainsi



davantage mobiliser le secteur privé dans la mise en œuvre de pratiques éthiques et la création de technologies dignes de confiance.

L'UNESCO lancera également une série de nouvelles initiatives, notamment un réseau d'experts en éthique de l'IA sans frontières - un réseau mondial d'experts pour soutenir les Etats et les décideurs publics, un observa-

toire mondial de l'éthique de l'IA et la plateforme "Women4Ethical AI".

"La Recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'intelligence artificielle", adoptée à l'unanimité par ses Etats Membres en novembre 2021, a établi le premier cadre mondial dans ce domaine. Elle a également rendu possible la mise en place d'une gouvernance

mondiale de l'IA, jusque-là inexistante, qui soit centrée sur l'humain.

Deux ans plus tard, plus de 50 Etats ont déjà utilisé les outils méthodologiques et l'expertise de l'UNESCO pour évaluer leur niveau de préparation à l'IA, dans le but d'améliorer leurs lois et politiques nationales, a souligné l'UNESCO dans le communiqué.

RÉSEAUX SOCIAUX

Meta ajoute des mesures de protection pour les adolescents sur Instagram

Accusé aux Etats-Unis et en Europe de nuire à la santé mentale des adolescents, Meta a annoncé jeudi de nouvelles mesures pour mieux protéger les jeunes utilisateurs de ses réseaux sociaux, notamment le très populaire Instagram.

"Avant qu'un adolescent puisse modifier certains paramètres d'Instagram, il devra désormais obtenir l'approbation de ses parents via les outils de supervision parentale" de l'application, indique le groupe californien dans un communiqué.

Un utilisateur mineur aura ainsi besoin de la permission explicite de ses parents pour faire passer son compte de privé à public, accéder à plus de contenus dits "sensibles" ou avoir la possibilité de recevoir des messages de

personnes qu'il ne suit pas déjà sur la plateforme. Meta (maison mère de Facebook, Instagram et Whatsapp, notamment) veut mieux "protéger les adolescents contre les contacts indésirables" et "permettre aux parents d'influencer plus facilement l'expérience en ligne de leurs enfants". Pour les mineurs, la messagerie sera désormais par défaut fermée à toute personne avec qui ils ne sont pas déjà connectés sur Instagram.

Fin octobre, plus de quarante Etats américains ont porté plainte contre Meta, estimant que ses plateformes nuisent à la "santé mentale et physique de la jeunesse", évoquant les risques d'addiction, de cyber-harcèlement ou de troubles de l'alimentation. "Meta a exploité des technologies puissantes et

sans précédent pour attirer (...) et finalement piéger les jeunes et les adolescents afin de faire des profits", avaient déclaré les procureurs généraux dans la plainte. Selon les Etats, démocrates et républicains, le groupe californien a "dissimulé la façon dont ces plateformes exploitent et manipulent les consommateurs les plus vulnérables", et "négligé les dommages considérables" causés à la "santé mentale et physique des jeunes de notre pays".

La Commission européenne a de son côté annoncé en novembre avoir ouvert une enquête sur les mesures mises en œuvre par Meta, et Snap (Snapchat) pour protéger les mineurs, notamment leur "santé physique et mentale", à la suite d'une démarche identique visant TikTok et YouTube.

CHINE

Apple en tête des ventes des smartphones

La marque américaine Apple a pris pour la première fois en 2023 la tête des ventes de smartphones sur le marché chinois malgré une concurrence accrue des acteurs locaux, selon de nouvelles données publiées vendredi. La part de marché du groupe américain dans la technologie dans la deuxième économie mondiale s'élève à 19%, a indiqué le fournisseur de données industrielles Canals.

En 2022, Apple avait vu ses ventes plombées par la réduction de la production dans les usines en raison des

restrictions sanitaires imposées par la politique zéro Covid du pays. En dépit de tensions avec les Etats-Unis, Apple et ses produits continuent de jouir en Chine d'une popularité qui ne se dément pas. En mars, Tim Cook, le PDG d'Apple, en visite à Pékin, avait notamment déclaré que son entreprise entretenait une relation "symbiotique" avec la Chine.

Apple s'est implanté en Chine en 1993 qui est son plus gros marché à l'étranger mais aussi son principal centre de production pour ses smartphones, ordinateurs,

tablettes et accessoires électroniques. Derrière le groupe américain, avec des parts de marché annuelles de ventes de smartphones en Chine de 16%, se trouvaient trois fabricants chinois Vivo, Oppo et Honor.

L'année 2023 est marquée aussi par le retour de Huawei, le groupe technologique basé à Shenzhen avec un chiffre d'affaires annuel orienté à la hausse et un retour remarqué sur le créneau des smartphones. "Huawei est devenu le principal outsider (au 4ème trimestre), revenant dans le top 5 du

marché des smartphones en Chine continentale après 10 trimestres", a déclaré Lucas Zhong, analyste de recherche chez Canals.

Huawei a enregistré une hausse de 47% sur un an des ventes de smartphones au quatrième trimestre de 2023, a souligné la société d'analyse Canals, contre 6% seulement pour Apple. De son côté, Honor voit ses ventes diminuer au quatrième trimestre de 4% sur un an, tandis que celles de Vivo ont chuté de 11%, selon le rapport.

ESPACE

De la vapeur d'eau observée dans l'atmosphère d'une petite exoplanète

Le télescope spatial Hubble a observé la plus petite planète connue en dehors du système solaire à contenir de l'eau dans son atmosphère, ont annoncé jeudi les agences spatiales américaine (NASA) et européenne (ESA).

"De l'eau sur une planète aussi petite, c'est une découverte marquante", a affirmé Laura Kreidberg de l'institut Max Planck pour l'astronomie, en Allemagne, co-directrice des recherches. "Cela nous rapproche plus que jamais de la description de mondes vraiment semblables à la Terre".

La planète en question, GJ 9827d, dont le diamètre est environ deux fois celui de la Terre, se trouve dans la constellation des Poissons, à 97 années-lumière, soit plus de 900.000 milliards de km, selon un communiqué de la NASA et de l'ESA.

Ces responsables estiment que la planète est soit une "mini-Neptune" - avec une atmosphère riche en hydrogène et chargée en eau -- soit une version plus chaude d'une lune de Jupiter, Europe, qui contient deux fois plus d'eau que la Terre sous sa croûte.

"GJ 9827d pourrait être constituée à moitié d'eau et de roche", a expliqué Björn Benneke de l'Université de Montréal, qui a codirigé les recherches. "Il y aurait beaucoup de vapeur d'eau sur de plus petits amas de roche".

"Jusqu'à présent, nous n'avions pas été à même de détecter directement l'atmosphère d'une aussi petite planète. Et on y arrive progressivement", a-t-il ajouté. Pendant trois ans, Hubble a pu analyser la longueur d'ondes des couleurs dans l'atmosphère de GJ 9827d, quand la lumière de l'étoile autour de laquelle elle tourne filtrait à travers son atmosphère, et déceler la présence de molécules d'eau.

Même si cette planète a une atmosphère riche en eau, sa température de 425 C la rend inhabitable. Cette découverte ouvre cependant la voie à d'autres études de GJ 9827d et de planètes similaires, notamment via le télescope spatial James Webb, qui peut utiliser ses images infrarouges de haute résolution pour rechercher d'autres molécules atmosphériques comme le dioxyde de carbone et le méthane.

La Nasa annonce la Fin de mission pour son petit hélicoptère sur Mars

La Nasa a annoncé jeudi la fin de la mission de son petit hélicoptère sur Mars, nommé Ingenuity, après que celui-ci a endommagé au moins une de ses pales de rotor lors de son 72e et dernier vol.

"Ce que Ingenuity a accompli dépasse largement ce que nous pensions possible", a souligné dans une vidéo le patron de la Nasa, Bill Nelson. L'hélicoptère était devenu en 2021 le premier appareil motorisé à effectuer un vol sur une autre planète, et ne devait à l'origine décoller que cinq fois.

APS

BASKET-BALL - TOURNOI INTERNATIONAL DE DOHA

Participation de six pays arabes dont l'Algérie (organisateurs)

La sélection algérienne de basket-ball (messieurs) prendra part au tournoi international de Doha, prévu du 15 au 18 février dans la capitale qatarie, avec la participation de six pays, à indiquer vendredi la Fédération qatarie de la discipline.

Outre l'Algérie et le Qatar, ce tournoi amical enregistrera également la participation de l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Jordanie et Bahreïn.

"Ce tournoi amical servira de préparation à la sélection qatarie en prévision des qualifications au Championnat d'Asie 2025 et le Mondial 2027 prévu au Qatar", précisent les organisateurs.

Les six équipes participantes ont été scindées en deux groupes.

Le groupe A est composé du Qatar, de l'Arabie saoudite et l'Algérie, alors que le groupe B regroupe l'Égypte, la Jordanie et Bahreïn. Les deux premiers à l'issue de la phase de poules disputeront la finale.

VOLLEY-BALL - NATIONALE 1 DAMES (10^E)

Les résultats et classements

Résultats et classements à l'issue des matchs de la dixième neuvième journée du Championnat d'Algérie de volley-ball, Nationale 1 dames, disputés vendredi:

Groupe Centre-Est :

MB Bejaia - ASW Bejaia	1-3
CRR Toudja - RC Bejaia	1-3
NC Bejaia - WA Bejaia	3-1
CM Bejaia - OS Tichy	0-3

Classement :	Pts	J
1. NC Bejaia	26	10
2. MB Bejaia	24	10
3. ASW Bejaia	22	10
4. RC Bejaia	17	10
5. OS Tichy	16	10
6. WA Bejaia	12	10
7. CRT Toudja	3	10
8. CM Bejaia	0	10

Groupe Centre-Ouest :

WA Ain-Taya - Seddouk VB	0-3
JS Azzagga - USP Akbou	3-1
US Ben Aknoun - NR Saidali	0-3
MC Alger - NR Chlef	3-1

Classement :	Pts	J
1. MC Alger	27	10
2. NR Chlef	20	9
--- USP Akbou	20	10
4. NR Saidali	19	9
5. Seddouk VB	18	10
6. JS Azzagga	9	10
7. US Ben-Aknoun	4	10
8. W Ain Taya	3	10

CANOË KAYAK - JEUX OLYMPIQUES 2024

Carole Bouzidi déterminée à offrir un quatrième billet à l'Algérie

La pagayeuse algérienne Carole Bouzidi sera engagée dans une compétition internationale du 9 au 11 février prochain, dans l'île de la Réunion, avec l'objectif d'offrir à son pays un quatrième billet pour les Jeux olympiques de Paris-2024.

"La route pour une qualification olympique est très longue, mais j'ai déjà fait une bonne partie du chemin, en m'imposant comme la première algérienne sur le plan mondial. À présent, il ne me reste plus qu'à terminer le job, lors de cette prochaine compétition à la Réunion", a indiqué l'Algérienne dans une déclaration au site officiel de la fédération (FASACK).

Trois de ses compatriotes sont déjà officiellement qualifiés pour les prochains Jeux olympiques d'été. Il s'agit de Sid Ali Boudina et Nihed Benchadli en aviron et Brahim Guendouz en para-canoë.

Pour peaufiner leur préparation, Boudina et Benchadli ont jeté leur dévolu sur CREPS de Nantes (France), alors que Guendouz a préféré la ville de Séville, en Espagne.

ATHLÉTISME - FAA

Prolongement "imminent" du contrat de sponsoring avec Sonelgaz

La Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) prolongera "dans les prochains jours" son contrat de sponsoring avec le Groupe Sonelgaz, a-t-on appris, samedi, auprès du président de cette instance sportive.

"Un accord a été trouvé avec les responsables du Groupe Sonelgaz pour la prolongation du contrat de sponsoring qui nous lie.

La signature du nouveau bail, d'une durée d'une année, aura lieu dans les tout prochains jours", a déclaré Yacine Louail à l'APS.

S'agissant de la valeur du nouveau contrat, le même responsable a affirmé que le partenaire de sa fédération va revoir à la hausse le montant alloué à ce propos pour le porter à 20 millions DA au lieu de 15 millions, qui était le montant du contrat de l'année 2023. "C'est une bonne chose pour nous, d'autant qu'il s'agit d'une discipline pourvoyeuse de médailles sur le plan international.

Nous remercions les responsables de Sonelgaz pour cet intérêt qu'ils accordent à notre fédération", s'est-il réjoui.

Dans le même registre, M. Louail a fait savoir que des contacts sont engagés avec d'autres entreprises économiques en vue de bénéficier d'autres contrats de sponsoring, dont un opérateur de téléphonie mobile avec lequel les pourparlers sont "dans une phase finale". "Toutes ces démarches



permettront à la FAA de diversifier ses ressources de financement dans l'optique de développer davantage la discipline en Algérie, et ce, en aidant notamment les clubs et les ligues de wilayas, dont les subventions allouées par les autorités locales de leurs wilayas respectives sont loin de couvrir leurs charges et leur aider à assurer

une bonne formation des jeunes talents", a encore précisé le même responsable.

La FAA a tenu, jeudi dernier à Oran, son assemblée générale ordinaire au titre de l'année 2023 au cours de laquelle le bilan moral et financier de son actuel bureau exécutif a été approuvé à l'unanimité, rappelle-t-on.

JUDO - GRAND PRIX DU PORTUGAL

Les Algériens Belkadi Amina et Dris Messaoud précocement éliminés



Les judokas algériens Belkadi Amina (-63 kg) et Dris Messaoud (-73 kg) ont été éliminés dès les premiers tours du Tournoi international "Grand Prix du Portugal", actuellement en cours dans la ville d'Odivelas, après leur défaite contre la Mongole Gankhaich Bold et le Russe Danil Lavrentev.

Belkadi Amina a été versée dans la poule (D) des moins de 63 kilos, où elle a été exemptée du

premier tour. Elle a donc débuté directement au deuxième tour, contre la Mongole Gankhaich Bold, qui de son côté avait commencé par sortir l'Américaine Hannah Martin au premier tour.

Malheureusement pour l'Algérienne, l'aventure a tourné court, puisqu'elle s'est inclinée dès ce premier combat, au moment où son compatriote Driss Messaoud a réussi à franchir un tour supplémentaire dans la

poule (B) des moins de 73 kilos.

En effet, exempté du premier tour, le jeune judoka algérien a démarré la compétition directement au deuxième tour, où il a dominé l'Allemand Alexander Bernd Gabler, avant de s'incliner au tour suivant, contre le Russe Danil Lavrentev. Les derniers espoirs de performance pour l'Algérie reposent désormais sur Sonia Asselah, sa troisième et dernière représentante dans ce tournoi, et dans lequel elle fera son entrée en lice dimanche matin, lors de la troisième et dernière journée de compétition.

À l'instar de ses compatriotes, Asselah a été exemptée du pre-

mier tour dans la poule (D) des plus de 78 kilos. Elle débute donc directement au deuxième tour, contre la Kazakh Kamila Berlikash, qui elle aussi a été exemptée du premier tour.

Organisé du 26 au 28 janvier courant dans la ville d'Odivelas, le tournoi met en jeu un nombre considérable de points dans la perspective d'une qualification aux Jeux olympiques de Paris-2024.

Selon les organisateurs, cette édition 2024 du Grand Prix du Portugal a drainé la participation de 624 judokas (344 messieurs et 280 dames), représentant 90 pays des cinq continents.

3ÈME TOURNOI NATIONAL DE BILLARD

Début des épreuves à Mostaganem



Les épreuves du troisième tournoi national de billard, jeu de neuf en seniors dames, messieurs et poussins de moins de 14 ans, ont débuté, jeudi après-midi à la salle spécialisée "first pool" au centre-ville de Mostaganem.

Cette compétition de trois jours, organisée par la Fédération algérienne de rafla et billard (FARB) en collaboration avec le club amateur de billard Olympique Mostaganem, regroupe plus de 100 billardistes des catégories seniors dames, messieurs et

poussins (12 -14 ans), issus de 10 wilayas du pays, à savoir Alger, Batna, Guelma, Tébessa, Souk Ahras, Chlef, Tlemcen, Sidi Bel Abbès, Oran et Mostaganem. Les deux premières journées de cette compétition, dirigée par le juge arbitre international, Affouar Rachid, assisté de huit arbitres de la FARB, seront consacrées aux éliminatoires dans les différentes catégories.

Les demi-finales et la finale auront lieu samedi en soirée.

APS

CAN 2023 - ALGÉRIE

Adam Ounas : " On va tout faire pour permettre à la sélection nationale de revenir au plus haut niveau "

L'international algérien Adam Ounas, très touché par l'élimination précoce de l'équipe nationale de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2023), a assuré, dans un long message sur ses réseaux sociaux, que la sélection sera "prête à relever la tête" pour revenir au plus haut niveau.

" L'élimination est consommée, maintenant, on va tout faire pour que l'Algérie revienne au plus haut niveau du football", a écrit Ounas, particulièrement affecté par cette élimination, mais déjà prêt à relever la tête.

Revenant sur la sortie prématurée de la CAN-2023, Ounas a regretté le rendement et le parcours des Verts.

" Notre niveau était en dessous de ce qu'on aurait dû faire. On a pas su montrer tout le travail fait en préparation.

On a tous donné ce qu'on a pu et ce n'était pas assez. L'élimination le prouve c'était pas suffisant. Elle est brutale et violente", a-t-il expliqué.

Titularisé par le sélectionneur Djamel Belmadi lors du douloureux revers contre la Mauritanie (1-0), Adam Ounas (27 ans) voit encore les actions défilées devant ses yeux : " Je n'aime pas m'exprimer, vous le savez.

J'ai essayé, j'ai tenté, j'ai fait tout ce que je pouvais pour essayer d'être efficace. Je voulais marquer, j'arrête pas de me dire j'aurai du marquer. Je suis désolé", lance-t-il en premier lieu, comme abattu. Entre blessures, état de forme pointé du doigt et révélation de son coéquipier et concurrent au club, Edon Zhegrova, Adam Ounas n'a eu que peu de temps de jeu au LOSC sur cette première partie de saison, 301 minutes au total.

C'est ainsi qu'il attendait avec im-



patience cette compétition : " Entre mes blessures, et l'année écoulée, c'était pas une envie c'était un besoin. J'avais faim de ballon.

J'avais envie de jouer cette CAN pour mes enfants, pour ma famille, pour le peuple algérien et pour moi aussi.

Je voulais voir ma famille, mes proches sourire et être fiers comme en 2019", a-t-il souligné. Lors du rendez-vous ivoirien, la sélection algérienne a déçu au sein du Groupe D.

Incapable de surpasser l'Angola (1-1) ou le Burkina Faso (2-2), elle est tombée face à la Mauritanie (1-0) lors

d'un troisième et ultime rendez-vous décisif en phase de poules. Cette élimination a mis fin à la relation du sélectionneur national avec la Fédération algérienne de football (FAF), et une séparation à l'amiable a été annoncée mercredi par le président de la FAF, Walid Sadi, dans un message publié sur son compte X (ex-Twitter).

Sous la conduite de Belmadi, les Verts ont remporté en cinq ans et demi, la CAN-2019 en Egypte, avant d'essuyer deux échecs de suite en phase finale de la CAN, en plus d'une élimination en barrages du Mondial 2022.

Mahrez : "Nous n'avons pas été à la hauteur de notre responsabilité, Nous nous excusons auprès de notre peuple"

Le capitaine de la sélection nationale de football, Riyad Mahrez, a reconnu, jeudi à Alger, la responsabilité des joueurs dans l'élimination de l'équipe dès le premier tour de la Coupe d'Afrique des Nations, CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire, tout en demandant des excuses auprès du peuple algérien.

"Nous n'avons pas été bons et nous n'avons pas été à la hauteur de notre responsabilité et moi le premier.

Nous avons quitté le premier tour deux fois, ce qui était le troisième échec consécutif, donc c'était difficile.

Nous nous excusons auprès de notre peuple.

Il y avait beaucoup de pression négative autour de l'équipe nationale, et cela ne nous a pas aidés.", a déclaré Mahrez, à l'arrivée de l'équipe nationale, jeudi tard dans la nuit, à l'aéroport international "Houari Boumédiène" (Alger).

Et d'ajouter : "Nous sommes très tristes pour le peuple algérien, et pour nos familles aussi, car nous jouons pour eux.

Nous espérons revenir sur le devant de la scène avec un nouvel entraîneur et de nouveaux joueurs.

Je ne peux pas parler de mes objectifs maintenant,

car ce n'est pas facile de sortir de cet échec. Je suis le joueur le plus expérimenté de l'équipe et j'aiderai les nouveaux arrivants à éviter la pression."

Pour le capitaine des Verts, la sélection algérienne de football a "une merveilleuse génération de joueurs avec qui nous avons remporté la Coupe d'Afrique et nous avons continué sur la voie de la victoire, mais l'échec a été lors de la phase finale de la CAN".

Interrogé sur son avenir avec les Verts, Riyad Mahrez a déclaré qu'il était "trop tôt pour parler de mon avenir avec l'équipe nationale algérienne, et le plus important c'est de penser aux jeunes joueurs de notre sélection".

L'équipe nationale a complètement raté sa participation à la CAN-2023, en se faisant éliminer sans gloire pour la deuxième fois de rang au premier tour de la compétition après la CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun.

En terre ivoirienne, les Verts ont fait match nul face à l'Angola (1-1) et au Burkina Faso (2-2), avant de s'incliner face à la Mauritanie (0-1), terminant ainsi à la quatrième et dernière place du groupe D.

Cette élimination a mis

fin à la relation du sélectionneur national, Djamel Belmadi avec la fédération algérienne de football (FAF), et une séparation à l'amiable a été annoncée mercredi par le président de la FAF, Walid Sadi, dans un message publié sur son compte X (ex-Twitter).

"Je me suis entretenu avec le sélectionneur national, Djamel Belmadi, et nous sommes parvenus à un accord pour une séparation à l'amiable", a écrit le patron de la FAF.

Après le match contre la

Mauritanie, Belmadi avait salué ses joueurs dans les vestiaires, leur annonçant que c'était son dernier match avec les Verts.

Belmadi (47 ans) avait atterri sur le banc du "Club Algérie" en août 2018, en remplacement de Rabah Madjer.

En cinq ans et demi à la tête des Verts, Belmadi a remporté la CAN-2019 en Egypte, avant d'essuyer deux échecs de suite en phase finale de la CAN, en plus d'une élimination en barrages du Mondial 2022.

Les Verts terminent le tournoi à la 18^e place

La sélection algérienne de football, éliminée dès le 1er tour de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2023, actuellement en cours en Côte d'Ivoire, termine le tournoi à la 18^e place. Les Verts avaient enregistré deux matchs nuls face respectivement à l'Angola (1-1) et le Burkina Faso (2-2) contre une défaite devant la Mauritanie (0-1).

Les Algériens ont inscrit trois buts et encaissé quatre lors des trois matchs de la phase de poules de la CAN 2023. La Guinée Bissau avec un zéro pointu en trois matchs prend la 24^e et dernière place.

Classement de la 17^e à la 24^e place

	Pts	J	G	N	P	p	c	dif
17. Ghana	2	3	0	2	1	5	6	-1
18. Algérie	2	3	0	2	1	3	4	-1
19. Zambie	2	3	0	2	1	2	3	-1
20. Tunisie	2	3	0	2	1	1	2	-1
21. Mozambique	2	2	0	2	1	4	7	-3
22. Tanzanie	2	3	0	2	1	1	4	-3
23. Gambie	0	3	0	0	3	2	7	-5
24. Guinée Bissau	0	3	0	0	3	2	7	-5

LIGUE 1 FRANÇAISE - OGC NICE

Boudaoui pourrait rejouer avec Nice dès samedi face à Metz

L'entraîneur de l'OGC Nice, Francesco Farioli, a annoncé jeudi le possible retour de l'international algérien, Hicham Boudaoui, pour le match de samedi, contre Metz pour le compte de la 19^e journée de Ligue 1 de football, tandis que Youcef Atal ne reviendra que la semaine prochaine.

"Hicham (Boudaoui) reviendra ce soir (jeudi soir) et on verra comment il est pour le match de Metz. Avec Youcef (Atal), il y a un accord entre le club et le joueur pour qu'il revienne lundi", a déclaré Farioli en conférence de presse. "Avec Youcef, il a été décidé qu'il aurait un peu plus de repos, tandis qu'Hicham est disponible, donc on verra s'il fera partie des 20 joueurs convoqués pour le match", a-t-il ajouté.

L'entraîneur de l'OGC Nice est également revenu sur le cas de Youcef Atal, affirmant que le latéral algérien "est sous contrat jusqu'en juin. Il reviendra avec l'équipe. Sa suspension est terminée, donc le joueur est à disposition".

Avant le déroulement de la 19^e journée de Ligue 1, l'OGC Nice (35 pts) occupe la deuxième place du classement à huit points du leader le Paris Saint Germain.

TÉBESSA

9 millions de DA pour la réhabilitation de 4 structures sportives (responsable)

Un investissement public de 9 millions de dinars a été consenti pour la réhabilitation et l'entretien de 4 structures sportives dans la wilaya de Tébessa, a indiqué, jeudi, le directeur de la jeunesse et des sports, Mustapha Hamlaoui.

"Cette enveloppe permettra de réhabiliter le stade Loulani-Fazea et la salle omnisports de la commune de Bir El Ater, la salle omnisports de la commune d'El Ma Labiod et le stade Mokhtar-Bestandji du chef-lieu de wilaya", a-t-il précisé.

La réhabilitation de ces installations sportives permettra de "mettre à la disposition des enfants et des jeunes des espaces aménagés et fonctionnels où ils pourront pratiquer leurs activités sportives favorites dans de bonnes conditions", a encore indiqué M.

Hamlaoui, rappelant que son secteur avait été renforcé, au cours des années 2022 et 2023, par la réalisation et la mise en service de 16 aires de jeux de proximité, revêtues de gazon artificiel, et l'équipement de 7 structures de jeunesse et de 4 salles de sport.

La même période a aussi vu la mise en service du complexe sportif de proximité de la commune de Safsaf El Ouesra et d'une salle de sport spécialisée dans la commune de Stah Guentis, en plus de la réhabilitation de la salle omnisports du 4-Mars 1956, au chef-lieu de wilaya, et du stade du 18-Février dans la commune d'Ouenza, désormais doté d'un terrain en gazon synthétique, a également rappelé le même responsable.

Il est à noter que le secteur de la jeunesse et des sports compte, dans la wilaya de Tébessa, 44 établissements gérés par l'Office des établissements de jeunesse (ODEJ), dont des maisons de jeunes, des complexes sportifs de proximité, des auberges de jeunes et des salles polyvalentes, et 15 structures sportives relevant de l'Office du complexe omnisports de wilaya (aires de jeux, salles omnisports et piscines).

La wilaya compte également 343 installations sportives gérées par les 28 communes, dont des stades municipaux, des piscines, des salles omnisports et des terrains de football dotés de pelouses synthétiques.

APS

LIGUE 1 - MC ORAN Formation "continue" pour les entraîneurs des jeunes catégories (responsable)

Les entraîneurs des jeunes catégories du MC Oran suivent une formation continue sous l'égide du directeur technique du club, Abdelkrim Benaouda, qui a qualifié l'opération d'une "première au niveau des pensionnaires de l'élite algérienne".

"Nous sommes en train d'organiser des sessions de formation au profit des entraîneurs des jeunes catégories de notre équipe. On est à notre deuxième session, à laquelle a été invité le Directeur de l'Académie de football du club espagnol Malaga", a déclaré Benaouda à la cellule de communication de l'équipe phare de l'Ouest du pays.

Cette deuxième session de formation porte sur deux thèmes, à savoir "le coaching et l'observation", a souligné le même technicien, précisant que les clubs professionnels en Europe optent désormais pour ce genre de formation continue au lieu des sessions de recyclage, comme ils le faisaient par le passé.

"Grâce à cette méthode de formation, les techniciens concernés bénéficient d'un temps plus important de cours théoriques et pratiques, ce qui n'est pas le cas pour le recyclage", a-t-il encore expliqué.

Le rendez-vous en question a été marqué par la présence de trois entraîneurs dames, que le club prépare en vue de la création, dans un avenir prochain, d'une équipe féminine "en application des directives des instances footballistiques internationale et nationale", a signalé l'ancien directeur technique de la Fédération algérienne de football.

Ces responsables s'est dit, en outre, "réjoui" de la validation par le Conseil d'administration du "Mouloudia" du projet sportif qu'il a élaboré, et qui comprend, entre autres, le lancement d'une académie.

Celle-ci devrait être opérationnelle "dès la saison prochaine", a-t-il annoncé. Abdelkrim Benaouda est en poste depuis octobre dernier. La nouvelle direction du MCO, club passé sous la coupe de la compagnie "Hyproc" depuis quelques mois, lui a fait appel pour concrétiser ses ambitions de "redorer le blason" du club, qui n'a plus gagné aucun titre depuis 1996.

Par ailleurs, la direction du MCO a désigné le technicien Abdellatif Bouazza au poste d'entraîneur adjoint de son équipe première.

Il assistera Youcef Bouzidi, qui a remplacé Kheireddine Madoui à la tête de la barre technique des Rouge et Blanc, il y a une dizaine de jours.

16 points sur 21 perdus à domicile, coach Bouzidi réclame du renfort

Le MC Oran est retombé vite dans ses travers en concédant, vendredi soir, sa quatrième défaite de suite à domicile où cette équipe a laissé filer pas moins de 16 points au cours de la phase aller, qui sera clôturée dimanche.

Les 'Hamraoua', battus par le leader le MC Alger (2-0), une semaine après avoir ramené un succès du terrain du MC El Bayadh, ont récolté seulement 5 petits points sur 21 possibles au cours des sept rencontres qu'ils ont jouées à Oran, lors de la première manche du championnat. Ces cinq points ont été décrochés au prix d'une victoire et deux matchs nuls contre quatre revers, subis respectivement face à l'US Biskra, la JS Kabylie, le CS Constantine et le MCA.

Du coup, le 'Mouloudia' devient la deuxième mauvaise équipe du championnat à domicile devant l'US Oued Souf, qui compte 1 seul point sur 24 possibles.

Au classement général, la formation phare de la capitale de l'Ouest pointe à la 15e et avant-dernière position avec 9 points et un match en moins, à livrer contre le champion sortant le CR Belouizdad à Alger, une position qui met les Rouge et Blanc en danger, puisqu'ils sont, tout simplement, premiers potentiels reléguables en Ligue 2.

Le nouvel entraîneur du MCO, Youcef Bouzidi, dont la confrontation face au MCA était son 28e match avec les gars d'El-Bahia, a d'ailleurs attiré l'attention sur cette "situation délicate" que traverse le club, insistant, lors de son point de presse qui a suivi la défaite face aux Algérois, sur la nécessité de renforcer l'effectif par des "joueurs de valeur" au cours de l'actuel mercato hivernal, qui prendra fin le 5 février prochain. Par ailleurs, la direction de ce club, passé depuis septembre dernier sous le giron de la compagnie 'Hyproc', a annoncé la résiliation des contrats de trois joueurs, à savoir Benhamou, Talha et Abbasi.

LIGUE 1 MOBILIS (15E JOURNÉE) Le MCA dans l'étoffe d'un champion, le PAC nouveau Dauphin

Le MC Alger, leader incontesté et incontestable de la Ligue 1 Mobilis depuis l'entame de la saison, a confirmé son statut de favori pour le titre de cette édition 2023-2024, en achevant la phase "aller" par une victoire en déplacement chez le MC Oran (2-0), vendredi soir au stade Ahmed Zabana, pour le compte de la 15e journée.



Un succès qui a tardé à se dessiner, car il a fallu attendre la 64e minute de jeu pour voir Bayazid trouver le chemin des filets, avant que Belharrane ne double la mise pour les visiteurs, en marquant un but contre son propre camp à la 85e. Un précieux succès en déplacement qui offre au Doyen une avance de dix points sur son premier poursuivant au classement général, le Paradou AC, qui s'est intronisé comme nouveau Dauphin dès l'entame de cette 15e journée. En effet, le bal avait commencé un peu plus tôt dans l'après-midi, avec une très bonne affaire du PAC, qui a ramené une précieuse victoire de son déplacement chez l'USM Khenchela (2-1).

C'était à l'occasion d'un duel direct entre les deux troisièmes au classement général de la Ligue 1 Mobilis, ayant tourné finalement à l'avantage du PAC, grâce aux réalisations de Titraoui (47') et Kouhili (90'+4), alors que le Ghanéen Maxwell Baakoh avait ouvert le score pour l'USMK, en transformant un pénalty à la 29e minute de jeu. Une victoire importante en déplacement, qui propulse le PAC seul à la deuxième place du classement général, avec 26 points, alors que l'USMK recule à la quatrième place, avec 23 unités.

En effet, la troisième place qu'occupait l'USMK avant cette 15e journée revient désormais à l'Entente de Sétif, après être sortie victorieuse du Derby de l'Est contre le CS Constantine, dans lequel elle s'était difficilement imposée (2-1).

L'Aigle noir avait commencé par être mené au score, puisque c'est le Constantinois Rebiai qui était le premier à trouver le chemin des filets, et dès la 5e minute de jeu, avant de renverser la vapeur, grâce notamment à Lahemri, sur pénalty à la 11e,

puis Chikhi (29'), pour l'emporter finalement (2-1). Un précieux succès, là encore, car il permet à l'Entente de se hisser provisoirement sur la troisième marche du podium, avec 24 points, alors que les Sanafir reculent à la huitième place, avec 21 unités.

Les péripéties de cette dernière journée de la phase "aller" se poursuivront samedi, avec à l'affiche le choc CR Belouizdad - JS Saoura, entre les deux cinquièmes, qui s'affronte-

ront dans un duel direct à partir de 18h00, au stade du 5-Juillet. Un choc de sommet de tableau, qui sera précédé de trois autres duels, à savoir : ES Ben Aknoun - MC El Bayadh, JS Kabylie - US Souf et US Biskra - ASO Chlef, qui se dérouleront un peu plus tôt dans l'après-midi.

Les débats se clôtureront le lendemain, dimanche, avec le déroulement du match USM Alger - NC Magra, prévu à partir de 18h00, au stade du 5-Juillet,

entre le troisième qui reçoit le onzième.

Résultats partiels et classement

Résultats partiels et classement provisoire de la Ligue 1 Mobilis de football, à l'issue des matchs de vendredi après-midi, pour le compte de la 15e journée, devant se poursuivre samedi et dimanche :

Vendredi :

USM Khenchela - Paradou AC 1-2
ES Sétif - CS Constantine 2-1
MC Oran - MC Alger 0-2

Classement :

	Pts J
1). MC Alger	36 15
2). Paradou AC	26 15
3). ES Sétif	24 15
4). USM Alger	23 13
→). USM Khenchela	23 15
6). CR Belouizdad	22 12
→). JS Saoura	22 14
8). CS Constantine	21 14
9). JS Kabylie	19 14
10). US Biskra	18 14
11). MC El Bayadh	17 13
→). NC Magra	17 14
13). ASO Chlef	16 14
14). MC Oran	09 14
→). ES Ben Aknoun	09 14
16). US Souf	04 14.

PUBLICITÉ

نص الإعلان الصحفي وزارة التكوين والتعليم المهنيين

تعلن وزارة التكوين والتعليم المهنيين أن:

- التسجيلات مفتوحة من يوم الأحد 07 جانفي 2024 إلى غاية يوم السبت 17 فيفري 2024 على مستوى كل المؤسسات التكوينية، وعبر الموقع الإلكتروني:

mihnati.mfep.gov.dz

- أيام الانتقاء والتوجيه: 18، 19، 20 فيفري 2024.
- الإعلان عن النتائج: يوم الخميس 22 فيفري 2024.
- الدخول الرسمي: يوم الأحد 25 فيفري 2024.

Communiqué

Le ministère de la formation et de l'enseignement professionnels informe :

- Inscriptions du dimanche 07 janvier 2024 au samedi 17 février 2024 au niveau des établissements de formation professionnelle, et en ligne

mihnati.mfep.gov.dz

- Journées de sélection et d'orientation: les, 18, 19, 20, février 2024

- Proclamation des résultats: Jeudi 22 février 2024

- Rentrée officielle le: dimanche 25 février 2024.

CHELSEA : SILVA, POCHETTINO NE SAIT RIEN

En fin de contrat en juin prochain, le défenseur central Thiago Silva (39 ans, 24 matchs et 2 buts toutes compétitions cette saison) se dirige vers un départ de Chelsea. Alors que le Brésilien ne se fait pas d'illusion sur son avenir chez les Blues, l'entraîneur du club anglais, Mauricio Pochettino, n'a pas voulu s'avancer. "Je n'ai pas entendu ce qu'il a dit après le match. Nous n'avons pas parlé de la saison prochaine. Comme je n'ai pas entendu, je ne sais pas ce que je peux dire à ce sujet. Il est le seul à savoir, ainsi que le club, si ce sera sa dernière saison ou non", a indiqué le technicien argentin en conférence de presse. L'ancien capitaine du Paris Saint-Germain pourrait être tenté par un retour au sein de son club de cœur, Fluminense.

MAN UTD

SANCHO, INCE NE COMPREND PAS

En échec avec Manchester United, l'ailier Jadon Sancho (23 ans, 2 matchs toutes compétitions cette saison) a été prêté jusqu'au terme de la saison au Borussia Dortmund. Un départ temporaire de l'international anglais difficilement compréhensible pour l'ex-milieu des Red Devils, Paul Ince. "Sancho est un joueur frisson. Peut-être l'un des plus plaisants à voir dans le monde. L'idée de le prêter à Dortmund alors qu'Antony ne met pas un pied devant l'autre, que d'autres joueurs sont également mauvais, cela n'a aucun sens pour moi, a fait savoir le Britannique dans des propos relayés par AS. Je me souviens de lui à Dortmund, à quel point il était heureux de marquer, de jouer. C'était difficile pour lui de refuser un club comme Manchester United. Seulement, un joueur a besoin de temps pour s'adapter à un tel club. La pression de porter le maillot d'une telle équipe peut vous affecter mentalement. Si Sir Alex Ferguson était toujours manager, il l'aurait gardé."

MAN CITY KLOPP, GUARDIOLA DORMIRA MIEUX...

Depuis l'annonce de son départ à la fin de la saison, Jürgen Klopp reçoit de nombreux hommages. L'un d'entre eux vient de son rival Pep Guardiola, le manager de Manchester City qui se souviendra longtemps de leurs duels.

"Je vais mieux dormir ! La veille des matchs contre Liverpool, ça a toujours été presque un cauchemar, a reconnu l'Espagnol après le succès face à Tottenham (0-1) vendredi en FA Cup. Bien sûr, il va me manquer. J'ai été choqué par la nouvelle, comme tout le monde. Nous ne pouvons pas définir notre période ici sans lui, sans Liverpool."

"C'est le meilleur rival que j'aie jamais eu dans ma vie. Il va manquer à la Premier League. Sa personnalité charismatique, la façon dont son équipe joue... Le football a besoin d'entraîneurs et de personnalités comme lui", a encensé Guardiola, persuadé que l'Allemand finira par retrouver un banc tôt ou tard.

ATLETICO VERMEEREN, C'EST BOUCLÉ

En manque de temps de jeu à Chelsea, le latéral gauche Ian Maatssen (21 ans, 12 apparitions en Premier League cette saison) va bien terminer la saison avec le Borussia Dortmund. D'après les informations de Sky Sport Allemagne, le Néerlandais est attendu mercredi en Allemagne pour passer sa visite médicale pendant que les deux clubs finalisent l'opération pour un prêt sec.

NAPLES OSIMHEN VERS UN DÉPART CET ÉTÉ

Cette semaine, l'attaquant de Naples Victor Osimhen (25 ans, 13 matchs et 7 buts en Serie A cette saison) a annoncé qu'il avait déjà pris sa "décision concernant le choix à faire l'été prochain".

Pour son président Aurelio De Laurentiis, il s'agira bien d'un départ pour l'international nigérian. "On savait comment ça allait se terminer, sinon les négociations pour sa prolongation n'auraient pas pris autant de temps. Victor ira au PSG, au Real Madrid ou dans une équipe anglaise", a prédit le dirigeant napolitain devant les médias italiens.

Pour s'offrir l'ancien Lillois, sous contrat jusqu'en 2026, il faudra déboursier au moins 100 millions d'euros.

BARCELONE SAISON TERMINÉE POUR BALDE ?

Éliminé de la Coupe du Roi par l'Athletic Bilbao (4-2 ap) cette semaine, le FC Barcelone traverse une période difficile, et Xavi va devoir en plus composer sans son latéral gauche Alejandro Balde (20 ans, 28 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison) pendant plusieurs mois. Le club catalan a annoncé ce samedi que son joueur souffre d'une déchirure du tendon de l'ischio-jambier droit et devra passer par la case opération. Sa date de retour n'a pas été précisée mais l'international espagnol pourrait être indisponible jusqu'à la fin de la saison.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Fayçal Laouer

Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00 »

FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

ALGÉRIE - ITALIE

Le président de la République reçoit un appel téléphonique de la présidente du Conseil des ministres italien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, vendredi, un appel téléphonique de la présidente du Conseil des ministres italien, Mme Giorgia Meloni, avec laquelle il a eu des discussions très approfondies sur des questions régionales communes, à leur tête la Conférence Italie-Afrique prévue dans la capitale italienne, Rome, à la fin du mois en cours, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, un appel téléphonique de la présidente du Conseil des ministres italien, Mme Giorgia Meloni, avec laquelle il a eu des discussions très approfondies sur des questions régionales communes, à leur tête la Conférence Italie-Afrique, prévue dans la capitale italienne, Rome, à la fin du mois en cours, où l'Algérie sera représentée par Monsieur le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

Lors de cette rencontre, il sera procédé à la relance du



Plan Mattei pour l'établissement d'un nouveau partenariat entre l'Italie et les Etats du continent africain", précise la même source. Cette communication téléphonique entre le président de la République et la présidente du Conseil des ministres italien a été l'occasion d'évoquer "le dossier de l'émigration clandestine". Les deux parties "ont également convenu d'une rencontre prochaine qui les réunit et de l'intensification des rencontres de coordination au niveau des experts des deux pays dans tous les domaines", ajoute le communiqué de la Présidence de la République.

"DIALOGUES SUR LA PROSPÉRITÉ DE L'AFRIQUE"

Représentant du président de la République, M. Boughali participe au Ghana à la 2^e édition

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN) M. Brahim Boughali, participe en sa qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la 2^e édition des "Dialogues sur la prospérité de l'Afrique", prévue vendredi et samedi dans

la ville d'Aburi en République du Ghana, a indiqué un communiqué de l'APN. "Construire un marché unique africain: prévisions et responsabilités des dirigeants politiques et des responsables économiques", est le thème de cette édition, précise la même source.

PALESTINE

L'Algérie prend connaissance avec intérêt du prononcé de la CIJ sur la requête de l'Afrique de Sud contre le génocide à Ghaza (MAE)

L'Algérie a pris connaissance avec intérêt du prononcé de la Cour Internationale de Justice (CIJ) quant à la requête déposée par l'Afrique de Sud contre le génocide commis par l'entité sioniste à Ghaza, ce qui témoigne de la justesse de l'initiative du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, premier Chef d'Etat à appeler à une saisine massive des instances juridictionnelles internationales, indique vendredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

"L'Algérie a pris connaissance avec intérêt du prononcé

de la Cour internationale de Justice à propos de la requête déposée par l'Afrique de Sud en relation avec la commission d'un crime de génocide à Ghaza", précise le communiqué, relevant que "cette décision porte témoignage de la justesse de l'initiative du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a été le tout premier Chef d'Etat à appeler à une saisine massive des instances juridictionnelles internationales de la multiplicité des crimes réprimés par le Droit international humanitaire perpétrés par les forces d'occupation israéliennes à Ghaza".

"Dans le même sens, l'Algérie

renouvelle sa haute appréciation et son soutien à l'Afrique de Sud pour sa saisine de la Cour internationale de Justice qui vient de reconnaître de manière éclatante le bien-fondé de sa démarche", ajoute la même source.

"L'Algérie considère que le prononcé de la Cour Internationale de Justice annonce le début de la fin de l'ère de l'impunité dont l'occupation israélienne a longtemps tiré bénéfice pour donner libre cours à son oppression du peuple palestinien et à la répression de l'ensemble de ses droits légitimes", souligne le communiqué du MAE, relevant que "l'Algérie prend acte

des mesures provisoires ordonnées par la Cour internationale de Justice à propos desquelles l'occupation israélienne doit répondre à la Cour dans un délai d'un mois".

Le communiqué du MAE a rappelé à cet effet que "la Mission permanente d'Algérie auprès des Nations-Unies a été instruite par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de demander une réunion du Conseil de sécurité dans les plus brefs délais en vue de donner un effet exécutoire au prononcé de la Cour internationale de Justice sur les mesures provisoires qui s'imposent à l'occupation israélienne".

MALI

L'Algérie prend connaissance avec beaucoup de regrets de la dénonciation par les autorités maliennes de l'Accord de paix (MAE)

L'Algérie a pris connaissance, avec beaucoup de regrets et une profonde préoccupation, de la dénonciation par les autorités maliennes de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, indique vendredi le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger dans un communiqué.

L'Algérie "prend acte de cette décision dont elle tient à relever la gravité particulière pour le Mali lui-même, pour toute la région qui aspire à la paix et à la sécurité, et pour l'ensemble de la communauté internationale qui a mis tout son poids et beaucoup de moyens pour aider le Mali à renouer avec la stabilité par la réconciliation nationale", note la même source.

L'Algérie "a un devoir d'information envers le peuple malien frère.

Ce dernier sait que l'Algérie n'a jamais failli à travailler à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, avec sincérité, bonne foi et solidarité indéfectible envers le Mali frère".

Le peuple malien "doit aussi savoir et doit se convaincre que la longue liste des raisons invoquées à l'appui de la dénonciation de l'Accord ne correspond absolument ni de près ni de loin à la vérité ou à la réalité", relève le communiqué. En effet, "il n'a échappé à personne que les autorités maliennes préparaient cette décision depuis bien longtemps.

Les signes avant-coureurs depuis deux ans en ont été leur retrait quasi-total de la mise en œuvre de l'Accord, leur refus quasi-systématique de toute initiative tendant à relancer la mise en œuvre de cet Accord, leur contestation de l'intégrité de la médiation internationale, leur désignation de signataires de l'Accord, dûment reconnus, comme dirigeants terroristes, leur demande de retrait de la MINUSMA, l'intensification récente de leurs programmes d'armement financés par des pays tiers et leur recours à des mercenaires internationaux.

Toutes ces mesures systématiquement mises en œuvre ont soigneusement préparé le terrain à l'abandon de l'option politique au profit de l'option militaire comme moyen de règlement de la crise malienne", affirme la même source. "Le peuple malien frère doit savoir que des décisions aussi malheureuses et aussi malvenues ont prouvé par le passé que l'option militaire est la première menace à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali, qu'elle porte en elle les germes d'une guerre civile au Mali, qu'elle diffère la réconciliation nationale au lieu de la rapprocher et qu'elle constitue enfin une source de menace réelle pour la paix et la stabilité régionales", affirme-t-on. Le Mali "a toujours besoin de paix et de réconciliation. Il n'a aucun besoin de solutions qui ne lui ont apporté par le passé que déchirements, destructions et désolations".

"Répéter ces erreurs du passé, c'est prolonger indûment la tragédie et les malheurs pour le Mali et pour le peuple malien frère", souligne le communiqué.

ALGÉRIE - KENYA

L'Algérie remet un don de fertilisants au Kenya

L'ambassadeur d'Algérie au Kenya, Mahi Boumediene, a remis jeudi au nom du Gouvernement algérien, le don de fertilisants que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé d'octroyer au Kenya, dans le cadre de la solidarité traditionnelle entre les deux pays.

Le ministre kényan de l'Agriculture, Mithika Linturi, a reçu cette donation, en sa qualité de représentant du Gouvernement kényan, de la part de l'ambassadeur algérien au cours d'une cérémonie officielle tenue au niveau du port de Mombasa, où ont été déchargés les fertilisants octroyés.

Mithika Linturi a fait part, à cette occasion, "des vifs remerciements" du gouvernement et du peuple kényans à l'Algérie et au président de la République, "pour ce don très précieux de fertilisants auxquels a besoin le Kenya afin de faire réussir sa campagne agricole". Il a mis en valeur cette initiative de solidarité du président Abdel-

madjid Tebboune, qui vient "consolider davantage l'édifice des relations historiques de fraternité et de coopération entre les deux pays".

Il a souligné l'intérêt du président kényan William Ruto à oeuvrer de concert avec son frère le président de la République, en vue de faire des relations bilatérales un axe d'intégration économique.

L'ambassadeur Mahi Boumediene a, pour sa part, transmis "les chaleureuses salutations du président de la République à son frère le président William Ruto ainsi que son attachement personnel au développement des relations entre les deux pays".

Il a aussi mis en exergue la charge symbolique et diplomatique que revêt ce don des fertilisants, qui manifeste la solidarité fraternelle de l'Algérie avec les pays africains en ces temps d'incertitudes politiques et économiques. Le diplomate a aussi fait part de "la satisfaction de l'Algérie quant aux

relations politiques entre les deux pays et aux perspectives prometteuses de leurs relations économiques".

SOMMET ARABE

Le prochain sommet se tiendra à Bahreïn le 16 mai (officiel)

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul-Gheit, a annoncé, jeudi, que le prochain sommet arabe se tiendrait à Bahreïn le 16 mai. L'organisation panarabe a indiqué dans un communiqué que le roi de Bahreïn, Hamed ben Issa Al Khalifa a reçu, jeudi à Manama, Aboul-Gheit et la délégation qui l'accompagnait. Selon le communiqué, Aboul-Gheit a souligné que sa réunion avec le roi "marque le début du processus de préparation conjoint entre le secrétariat général de la Ligue arabe et le royaume de Bahreïn pour le prochain som-

met arabe qui doit se tenir à Bahreïn en session ordinaire le 16 mai, pour la première fois dans l'histoire du pays". Et d'ajouter : "J'ai toute confiance dans la capacité de Bahreïn à accueillir un sommet réussi à tous égards.

Il a été convenu d'intensifier le travail conjoint entre le gouvernement de Bahreïn et le secrétariat général dans la période à venir afin d'accélérer l'achèvement de toutes les dispositions nécessaires pour que le sommet se déroule de la manière souhaitée".